PEC/REP1

FAO/OMS

Conférence paneuropéenne FAO/OMS sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments

25-28 FÉVRIER 2002, BUDAPEST, HONGRIE

RAPPORT FINAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

F

PEC/REP 1

CONFERENCE PANEUROPEENNE FAO/OMS SUR LA SECURITE SANITAIRE ET LA QUALITE DES ALIMENTS

BUDAPEST (HONGRIE), 25 – 28 FÉVRIER 2002

RAPPORT

TABLE DES MATIERES

		Page
I.	Introduction	3
II.	Cérémonie d'ouverture	4
III.	Allocution d'ouverture	4
IV.	Remarques de la présidente de la session plénière	5
V.	Élection du bureau	6
VI.	Adoption de l'ordre du jour	6
VII.	Présentation des documents	6
	Coopération paneuropéenne pour la promotion de politiques et de travaux scientifiques	7
	Coopération paneuropéenne en matière d'information et de communication	11
VIII.	Autres questions	16
IX.	Ordre du jour des Groupes de travail	16
X.	Résumé des débats des Groupes de travail	17
XI.	Recommandations de la Conférence	26
XII.	Adoption du rapport final	33
XIII.	Clôture de la Conférence	33

Annexes:
1. Ordre du jour de la Conférence
2. Historique
3. Allocutions d'ouverture (anglais seulement)
4. Discours-thème (anglais seulement)
5. Documents de Conférence
6. Documents distribués en Salle de Conférence
7. Liste des participants

I. INTRODUCTION

1. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont organisé conjointement la première Conférence paneuropéenne sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments (la Conférence) pour débattre des voies et des moyens de renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments en Europe. La Conférence s'est tenue à Budapest du 25 au 28 février 2002 à l'aimable invitation du Gouvernement de la République de Hongrie. La Conférence a réuni plusieurs ministres et secrétaires d'État ainsi qu'un grand nombre de hauts fonctionnaires et d'experts des États Membres de la FAO et de l'OMS faisant partie de la région Europe. Elle a également réuni quelques membres de ces deux Organisations ne faisant pas partie de la région et plusieurs organisations internationales qui ont participé en qualité d'observateurs. La liste complète des participants figure à l'annexe 7.

2. La vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, tenue à Porto (Portugal) en juillet 2000, avait bien accueilli "l'Initiative paneuropéenne pour la sécurité sanitaire des denrées alimentaires" visant à harmoniser les politiques européennes en matière de sécurité sanitaire et de qualité des denrées alimentaires, qui émanait du Ministère néerlandais de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et des pêches. Dans le cadre de cette initiative, il avait été recommandé de tenir une Conférence paneuropéenne sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. La tenue de cette Conférence a été décidée en application des dispositions de l'Article VI.5 de l'Acte constitutif de la FAO et approuvée par la Conférence de la FAO à sa trente et unième session en novembre 2001.

3. La Conférence visait à permettre aux pays européens de passer en revue, de débattre les questions de sécurité sanitaire et de qualité des denrées alimentaires intéressant plus particulièrement la région et d'examiner les moyens d'améliorer et d'harmoniser la transparence et la fiabilité des chaînes alimentaires européennes, afin de renforcer la confiance des consommateurs. En particulier, elle a appelé l'attention sur les possibilités de coopération régionale en matière de politiques et de travaux scientifiques, d'amélioration des systèmes d'information et de communication sur les questions de sécurité sanitaire et de qualité des denrées alimentaires et

d'harmonisation des politiques de tous les pays de la région dans ce domaine. La Conférence devait formuler des conclusions et des recommandations relatives aux politiques et systèmes de sécurité sanitaire de la région et à la coopération intrarégionale dans ce domaine.

4. L'annexe 2 contient des informations sur les réunions préparatoires et autres préparatifs de la Conférence. L'annexe 1 contient l'ordre du jour provisoire.

II. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE (POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR)

Allocution du Ministre de l'agriculture et du développement régional de la Hongrie

5. La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. András Vonza, Ministre de l'agriculture et du développement régional de la Hongrie, pays hôte de la Conférence. Le Ministre a prononcé une allocution dont le texte figure à l'annexe 3.

6. Le Ministre de la santé de la Hongrie, M. István Mikola, a pris la parole pour déclarer que son pays était honoré d'accueillir la première Conférence paneuropéenne FAO/OMS sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. Le texte de son discours est joint à l'annexe 3.

7. Le Sous-Directeur général chargé du Département économique et social, M. Hartwig de Haen, a prononcé une allocution au nom du Directeur général de la FAO. Il a souhaité la bienvenue aux délégués et il a remercié le Ministre de l'agriculture et du développement régional pour l'aimable invitation adressée par son gouvernement qui a bien voulu accueillir une Conférence de cette importance. Le texte de son intervention figure à l'annexe 3.

8. Le Directeur exécutif, Cabinet du Directeur général de l'OMS, M. David Nabarro, a prononcé une allocution au nom du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. Le texte de son discours figure à l'annexe 3.

III. ALLOCUTION D'OUVERTURE (POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR)

9. Dans son allocution d'ouverture, M. Laurens Brinkhorst, Ministre de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et des pêches, a félicité la FAO et l'OMS d'avoir organisé conjointement cette Conférence paneuropéenne sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. Il a fait sien l'appel lancé par M. de Haen, Sous-Directeur général de la FAO, pour assurer le succès du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après. M. Brinkhorst a souligné le lien fondamental entre la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire et il a noté que, traditionnellement, la FAO s'était surtout intéressée à la sécurité alimentaire. Il a déclaré qu'elle devrait continuer à le faire, compte tenu du grand nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Toutefois, si l'on considère la situation en Europe, le lien entre la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, qui est l'une des grandes questions d'actualité en Europe, est essentiel. Dans ce contexte, la FAO propose à la région Europe un véritable défi. L'allocution du Ministre est résumée à l'annexe 4.

Nomination de la Présidente

10. M. András Vonza a remercié les orateurs de leur contribution. Il a désigné Mme Diana Bánáti, Directrice générale de l'Institut central hongrois de recherche sur les denrées alimentaires, comme Présidente de la Conférence et chef du Bureau de la Conférence.

IV. REMARQUES DE LA PRÉSIDENTE DE LA SESSION PLÉNIÈRE (POINT 3A DE L'ORDRE DU JOUR)

11. Dans son allocution d'ouverture, Mme Bánáti a souligné que cette Conférence venait à point nommé, offrant ainsi la possibilité de traiter de préoccupations propres à la région européenne. Elle a exprimé sa gratitude aux donateurs qui ont permis de financer la Conférence: la Commission européenne, la Hongrie, les Pays-Bas, la Norvège, la Suisse, la FAO, l'OMS et d'autres.

12. La Présidente a annoncé ce qui suit avant l'ouverture des travaux:

"La Communauté européenne participe à la réunion en vertu des paragraphes 8 et 9 de l'Article II de l'Acte constitutif de la FAO. J'ai été invité à vous faire savoir que la déclaration de la Communauté européenne et de ses États membres figure dans le document d'information PEC 01/INF 01, qui a déjà été distribué à tous les participants. Je souhaite appeler votre attention sur cette déclaration."

13. Le Secrétariat a annoncé que plusieurs documents de séance avaient été reçus et étaient disponibles dans leur langue originale, pour examen par les participants.

V. ÉLECTION DU BUREAU (POINT 3B DE L'ORDRE DU JOUR)

14. Le Secrétariat a annoncé que la personne présidant les séances plénières serait assistée de deux vice-présidents et d'un rapporteur. Chacun des vice-présidents présiderait l'un des groupes de travail et serait assisté d'un vice-président adjoint et d'un rapporteur. L'ensemble de personnes constituerait le Bureau de la Conférence.

15. La Conférence a élu M. Johan de Leeuw (Pays-Bas) et M. Patrick Wall (Irlande) vice-présidents et M. Stuart Slorach (Suède) Rapporteur des séances plénières de la Conférence. La Conférence a désigné M. Johan de Leeuw président du Groupe de travail sur la promotion de politiques et de travaux scientifiques et M. Carl-Josef Weiers (Allemagne) vice-président adjoint, tandis que Mme Isabelle Chmittelin (France) a été nommée Rapporteur. La Conférence a désigné M. Patrick Wall (Irlande) président du Groupe de travail sur l'information et la communication et M. Andrei Vershinin (Fédération de Russie) président adjoint, tandis que M. Krunoslav Capak (Croatie) a été nommé Rapporteur.

16. La Conférence est convenue qu'un Comité de rédaction devrait être constitué pour rédiger, avec l'assistance technique du Secrétariat, le rapport final qui serait adopté à l'issue de la Conférence. Le Comité de rédaction serait composé des membres du Bureau de la Conférence.

VI. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (POINT 3C DE L'ORDRE DU JOUR)

17. L'ordre du jour de la session plénière a été adopté comme proposé.

18. La Conférence a noté qu'une fois présentées les contributions à la Conférence, les points spécifiques qui seraient examinés par les groupes de travail seraient déterminés en séance plénière.

VII. PRÉSENTATION DES DOCUMENTS (POINTS 4 ET 5 DE L'ORDRE DU JOUR)

19. Neuf documents de Conférence établis par les membres et les ONG ont été présentés en séance plénière de façon à identifier les principaux points à soumettre aux Groupes de travail et à mettre en évidence les recommandations suggérées par les auteurs des documents. Les participants ont pris acte des documents de séance qui ont été reçus. Les documents de conférence et les documents de séance se trouvent aux annexes 5 et 6.

COOPÉRATION PANEUROPÉENNE POUR LA PROMOTION DE POLITIQUES ET DE TRAVAUX SCIENTIFIQUES (POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR)

Sécurité sanitaire et qualité des denrées alimentaires en Europe – nouvelles questions et problèmes en suspens. France

(Document de Conférence PEC 01/03, présenté par Mme Isabelle Chmitellin – France)

20. Compte tenu des problèmes liés à la sécurité sanitaire des aliments survenus récemment et de la forte médiatisation de ces événements, de nombreux pays européens ont entrepris de réaménager leurs systèmes de sécurité sanitaire des aliments.

21. La plupart des modèles retenus incluent:

- le renforcement des systèmes de surveillance des maladies d'origine alimentaire et de la contamination des aliments;
- la mise en place de systèmes opérationnels de contrôle et de réaction rapide (avec des contrôles effectués tant par les autorités responsables que par le secteur industriel);
- l'association étroite des citoyens consommateurs à la prise de décisions.

Chacun de ces éléments a ses limites de nature sociale, économique ou technique qui doivent d'abord être identifiées pour que la réaction soit adaptée au problème à résoudre. Dans ce contexte, la traçabilité est l'un des principaux outils de gestion des risques.

22. Au cours du débat sur cette question, la délégation française a été invitée à donner des précisions sur les limites de la gestion des risques telle qu'elle est assurée en France. Le chef de la délégation française a mis en évidence trois limites principales:

- en ce qui concerne les consommateurs, davantage de débats et une participation plus active des consommateurs et de leurs associations à la prise de décisions seraient nécessaires. En France, plusieurs instances ont été créées à cet effet;
- le coût est de toute évidence une limite potentielle, non pas tant dans les pays où un soutien financier a été prévu à cet effet, que dans les pays dont les moyens financiers sont limités;
- la limite de détection de certaines molécules ou certains micro-organismes pose aussi un problème et des instances internationales comme les Comités d'experts ou le Codex Alimentarius ont un rôle capital à jouer dans ce domaine.

23. Le représentant de Consumers International est intervenu pour manifester son accord avec l'approche française en matière de participation des consommateurs à la prise de décisions.

Informations statistiques sur les maladies d'origine alimentaire dues à une contamination microbiologique et chimique en Europe. Organisation mondiale de la santé.
(Document de Conférence PEC 01/04, présenté par Mme Cristina Tirado – OMS, Rome)

24. Les maladies dues à une contamination microbiologique des aliments constituent un problème de santé publique de plus en plus généralisé. La plupart des pays disposant de systèmes de notification des maladies d'origine alimentaire constatent une augmentation importante au cours des dernières décennies de l'incidence des maladies causées par la présence de micro-organismes dans les aliments, notamment *Salmonella* spp., la souche multirésistante *Salmonella typhimurium* DT104 et Campylobacter jejuni; il y a également des notifications de plus en plus fréquentes de maladies provoquées par *Listeria monocytogenes* et *E. coli* O157.

25. L'exposition aux produits chimiques est une cause importante de maladies d'origine alimentaire, bien que les effets soient souvent difficiles à attribuer à un aliment en particulier. Les contaminants chimiques présents dans les aliments incluent les produits toxiques naturels, tels que les mycotoxines, ou des contaminants de l'environnement comme les dioxines, le mercure, le plomb et les radionucléides. Les additifs alimentaires, les pesticides et les médicaments vétérinaires, qui sont aussi très largement utilisés, doivent l'être dans des conditions sûres.

26. La surveillance des maladies d'origine alimentaire et le suivi de la contamination des aliments sont des outils indispensables pour évaluer les risques. C'est pourquoi un effort important est consenti pour mettre au point des méthodes appropriées de surveillance des maladies transmissibles par les aliments et de suivi de la contamination des aliments, afin d'obtenir les données nécessaires à une évaluation quantitative des risques microbiologiques et chimiques. Des données ont été présentées sur les maladies d'origine alimentaire dans la région Europe et des informations ont été fournies sur les contaminants chimiques, les additifs et les résidus présents dans les aliments et qui risquent d'être nocifs pour la santé. La prévention de la contamination microbiologique et chimique devrait faire l'objet de débats.

27. Lors des débats, il a été signalé que le Programme OMS de surveillance des maladies d'origine alimentaire en Europe s'attache principalement à rassembler des informations sur les foyers faisant l'objet d'investigations, plutôt que sur l'incidence des maladies. Une comparaison des incidences des maladies entre différents pays pose problème en raison des différences existant au niveau des systèmes de surveillance et de signalisation et des méthodes de diagnostic. L'OMS souhaite vivement coordonner ses activités de surveillance et de suivi des contaminations alimentaires avec celles de la Commission européenne, afin d'éviter les chevauchements d'efforts après la création de l'Agence européenne de sécurité des aliments.

28. En outre, il a été précisé que même si le problème de la résistance aux antimicrobiens découle une grande partie des utilisations d'antimicrobiens par l'homme, l'OMS estime qu'une importante mesure préventive sera le contrôle de l'utilisation d'antimicrobiens dans l'élevage, notamment de l'utilisation de stimulateurs de croissance.

Système d'assurance de la qualité des denrées alimentaires en Pologne - situation et perspectives de changement en Pologne.
(Document de conférence PEC 01/05, présenté par M. Lujïan Szponar – Pologne)

29. Les politiques nationales en matière de sécurité sanitaire et des qualités des denrées alimentaires ont été examinées, l'accent étant mis sur l'harmonisation et l'adaptation de la réglementation en la matière depuis 1989 et dans la perspective d'une adhésion à l'Union européenne. Les changements liés à l'adoption d'une économie orientée sur le marché ont eu un impact sur la production agricole et alimentaire et ont contribué à améliorer la sécurité sanitaire des aliments. Les stratégies proposées pour améliorer encore la situation, notamment l'élaboration d'une politique en matière de sécurité sanitaire des aliments et le renforcement des contrôles des denrées alimentaires, indiquent la voie à suivre pour garantir la sécurité sanitaire des denrées alimentaires en Pologne.

30. Pendant la discussion, il a été reconnu que si la stratégie polonaise de sécurité sanitaire des aliments - de la ferme à la fourchette - a bien pour but d'éliminer les risques de maladies d'origine alimentaire, il n'est pas possible de supprimer totalement les risques. Cependant, il est possible d'améliorer encore la sécurité sanitaire des aliments.

31. En réponse a une question concernant la mise en oeuvre du système HACCP pour les aliments diététiques et de régime, il a été déclaré qu'il est particulièrement important de veiller à la sécurité sanitaire de cette branche de l'industrie alimentaire puisque ces aliments sont destinés à des nourrissons, à de jeunes enfants et aux personnes souffrant d'affections du système immunitaire.

Exemples d'approche globale et intégrée de l'analyse des risques dans la chaîne alimentaire – leçons tirées de l'expérience de la Suède, de la Finlande et de la Commission européenne.
(Document de Conférence PEC 01/06, présenté par M. Suart Slorach – Suède)

32. La nécessité d'adopter une approche globale de l'analyse des risques et de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires tout au long de la chaîne alimentaire aux niveaux national, régional et international a été soulignée. Les responsabilités des producteurs, transformateurs et

négociants de denrées alimentaires ont été expliquées. On a souligné la nécessité de traiter les problèmes à la source, selon une approche intégrée et interdisciplinaire, et cité diverses expériences positives dans ce domaine (comme la lutte contre la contamination des volailles par la salmonelle en Suède et en Finlande). L'on a souligné combien il est important de contrôler l'utilisation des pesticides et des médicaments vétérinaires et de diffuser auprès du public des résultats des activités de contrôle des aliments.

33. En réponse aux questions posées, la Conférence a été informée que, la production de viande blanche et rouge et d'œufs en Finlande et en Suède étant virtuellement exempte de la salmonelle, le risque de transmission de la salmonellose par ces aliments est infime. Seuls 10 à 15 pour cent des cas de contamination chez l'homme sont d'origine nationale et la production d'œufs n'est pratiquement par touchée par *S. enteritidis*. La Finlande et la Suède ont reçu des garanties spéciales relatives à la salmonelle lors de leur entrée dans l'UE en 1995. Certains aliments exportés vers ces pays en provenance d'autres pays de l'UE ont dû être soumis à des tests de dépistage de la salmonelle pour être certifiés exempts.

Coopération institutionnelle et scientifique, création de réseaux et renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire et de qualité des denrées alimentaires. Hongrie et Pays-Bas.
(Document de Conférence PEC 01/07, présenté par M. Cornelis Houtman – Pays-Bas)

34. La situation en Hongrie et aux Pays-Bas en ce qui concerne la coopération scientifique, la création de réseaux et le renforcement des capacités en matière de qualité et de sécurité sanitaire des denrées alimentaires a été présentée. Des renseignements détaillés ont été donnés sur la coopération institutionnelle, notamment l'échange de personnels et d'étudiants, les projets en collaboration pour la promotion des politiques et des travaux scientifiques, les projets de réseaux institutionnels et scientifiques et le renforcement des capacités. Dans un marché à la fois dynamique et fragile, où les attentes des consommateurs ne cessent de changer, les incidences et l'application d'une approche paneuropéenne de la coopération scientifique et du renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire et de qualité des denrées alimentaires ont été évoquées.

35. La cohérence des réseaux avec d'autres systèmes de sécurité sanitaire des aliments a été évoquée pendant la discussion et, en particulier, les différences entre réseaux opérant sur une base volontaire et les systèmes dont l'application est obligatoire. Il a été noté que le réseau de recherche sur les OGM (ENTRANSFOOD) ne donnerait peut-être pas lieu immédiatement à une stratégie, mais que ce réseau sert principalement à prévenir les difficultés qui pourraient se manifester lors de l'utilisation des OGM et à permettre d'instaurer une collaboration entre toutes les parties prenantes pour tenter de résoudre les problèmes identifiés.

COOPÉRATION PANEUROPÉENNE EN MATIÈRE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR)

Système d'alerte rapide pour les produits alimentaires de l'Union européenne et son éventuel élargissement à d'autres pays de la région – élaboration de stratégies régionales harmonisées en matière de sécurité sanitaire des denrées alimentaires et création de réseaux de communication sur la sécurité sanitaire des denrées alimentaires. Commission européenne.
(Document de Conférence PEC 01/08, présenté par M. Patrick DeWere – Commission européenne)

36. Le système d'alerte rapide de la Communauté européenne a été présenté en mettant l'accent sur sa base juridique du système, ses protocoles d'application et son fonctionnement. Les améliorations qu'il est proposé d'apporter au Système ont été examinées, de même que les principes sous-jacents d'un tel réseau de communication. Des possibilités d'accord avec d'autres systèmes analogues ont été mises en lumière, notamment dans le cas de systèmes mis au point par des pays tiers ou d'autres organisations, et la création d'un réseau pour couvrir toute la région Europe a été évoquée.

Système d'identification des nouveaux risques (ERIS) – échange d'informations et création de réseaux. Pays-Bas et Roumanie.
(Document de Conférence PEC 01/09, présenté par M. Edwin Hecker – Pays-Bas)

37. L'initiative visant à créer un nouveau système (ERIS) pour identifier les risques en matière de sécurité sanitaire des aliments a été présentée. Si elle aboutit, ce sera le premier système de ce type jamais réalisé.

38. En coopération avec l'UE, la FAO et l'OMS, les Pays-Bas ont commencé à faire l'inventaire des possibilités d'application de ce système. Dans la présentation, trois étapes de l'élaboration du système ont été illustrées. Ce sont notamment l'identification d'indicateurs qui signalent les risques émergents, un système informatisé pour le repérage de ces risques et la communication avec les utilisateurs potentiels du système.

39. Le succès de ce système dépend de l'envoi régulier d'informations sur tous les aspects pertinents de la sécurité sanitaire des aliments. La fourniture, de la part des ministères et instituts de recherche de chaque pays, d'informations concernant les indicateurs ou les risques émergents et de données permettant de rechercher ces risques sera donc indispensable pour assurer le succès d'ERIS. C'est pourquoi la coopération et les contributions des pays pourront seules rendre ce système opérationnel.

40. La Conférence paneuropéenne a été l'occasion d'examiner les premières étapes de la mise en place d'ERIS, de recueillir des contributions et d'examiner toutes les perspectives ainsi ouvertes pour l'Europe.

Portail sur la biosécurité – mécanisme d'échange d'informations officielles sur la sécurité sanitaire des denrées alimentaires et la santé des animaux et des végétaux. FAO.
(Document de Conférence PEC 01/10, présenté par M. David Nowell – FAO, Rome)

41. La FAO a présenté une initiative visant à mettre en place un mécanisme unique appelé Portail sur la biosécurité pour l'échange d'informations officielles sur la sécurité sanitaire des denrées alimentaires ainsi que sur la santé animale des animaux et des végétaux, dans le cadre du mandat de l'Organisation. Les informations proviendront des organismes nationaux et internationaux qui conserveront la "propriété" de l'information. La FAO pourrait fournir le mécanisme et assurer le soutien technique du Portail, de façon que l'information officielle puisse

être mise à la disposition des personnes intéressées et consultées facilement et de manière coordonnée. Des exemples d'informations susceptibles d'être obtenues par l'intermédiaire du Portail sur la biosécurité, ainsi que l'assistance technique que la FAO pourrait assurer, ont été présentés. L'accès au Portail sur la biosécurité sera libre et très large, bien que certains domaines puissent être à l'occasion limités aux pays membres. Le système serait fondé sur l'Internet de façon à pouvoir être largement utilisé et à être rentable.

42. Pendant la discussion il a été noté qu'un engagement était nécessaire à l'échelle nationale pour élaborer et utiliser des systèmes officiels d'échange d'information, comme le Système d'alerte rapide de l'UE et le Portail sur la biosécurité actuellement mis en place par la FAO. En effet, par le caractère contraignant des contributions qui y sont faites, ces systèmes se distinguent des réseaux d'échange d'information à participation volontaire.

43. Des éclaircissements sur les finalités précises du Portail sur la biosécurité ont été demandées, à propos de son rôle éventuel de dépositaire d'informations officielles (telles que les analyses de risque) et de son rôle d'enceinte de discussion pour permettre aux pays d'échanger des idées ou de se former une opinion.

44. La FAO a répondu que le système doit principalement servir d'enceinte officielle pour l'échange et la conservation d'informations sur la biosécurité, comme les évaluations de risques, la législation, les réglementations et les publications. Les pays sont habituellement tenus de fournir ces informations officielles en vertu des accords internationaux et régionaux. Toutefois, le Portail sur la biosécurité possède déjà la capacité technique de servir de cadre à des discussions portant sur les données officielles. Le Portail est un système souple qui peut être développé pour veiller à ce que les besoins des membres en matière d'informations officielles soient satisfaits.

Informations des consommateurs et participation à une communication interactive avec les consommateurs sur les risques sanitaires liés aux denrées alimentaires et sur la qualité des denrées alimentaires: BEUC, Organisation européenne de consommateurs

(Document de Conférence PEC 01/11, présenté par M. Jim Murray – BEUC, Bruxelles)

45. Les organisations indépendantes de consommateurs sont un maillon indispensable de la communication avec le consommateur sur les risques liés aux aliments. Ce processus de communication a pris de l'importance au fil des années, compte tenu de l'évolution de la production, de la composition, de la distribution, de la transformation et de l'origine des denrées alimentaires, associée à l'évolution des habitudes et de l'attitude des consommateurs. L'efficacité d'une communication interactive sur l'évaluation et la gestion des risques dépendra de l'ouverture et de la transparence de l'évaluation, du processus de prise de décisions et des processus scientifiques. Des efforts restent à faire pour améliorer la communication entre consommateurs et scientifiques. La communication avec les consommateurs se déroule sur un fond d'allégations commerciales. Des études supplémentaires sont nécessaires pour étudier l'impact cumulatif de ces allégations sur la compréhension ou, au contraire, les préjugés, des consommateurs en ce qui concerne les questions alimentaires.

Déclaration de la Commission européenne

(Document de séance PEC/CRD 18)

46. Le représentant de la Commission européenne, M. Nymand Christense, a informé la Conférence que la création de l'Autorité alimentaire européenne (EFSA) est un événement important dans la mise en place d'un système efficace de sécurité sanitaire des aliments dans l'Union européenne. Le livre blanc sur la sécurité sanitaire des aliments de la Commission européenne a identifié l'EFSA comme un élément fondamental de la stratégie de sécurité sanitaire des aliments de l'UE.

47. L'EFSA est fondée sur le principe d'une séparation de l'évaluation des risques et de la gestion des risques. L'Autorité sera aussi chargée de communiquer au public les informations sur les risques. Son statut la rendra complètement autonome de la Commission européenne et d'organes politiques tels que le Conseil des Ministres et le Parlement européen.

48. Les scientifiques qui seront nommés au nouveau Comité scientifique de l'EFSA et aux différents groupes de travail scientifiques seront uniquement choisis en fonction de critères d'expérience, d'indépendance, de compétence et d'excellence.

49. Le délégué de la Commission européenne a déclaré qu'il est clairement établi que l'EFSA doit devenir un organisme de coordination centrale au niveau européen pour tout ce qui touche aux conseils scientifiques et à l'évaluation des risques et qu'elle tirera parti des meilleures connaissances scientifiques existantes.

50. Tandis que l'EFSA a été créée pour répondre aux besoins de l'Union européenne, tous les pays européens présents à cette Conférence sont invités à veiller à ce que leurs propres autorités chargées de l'évaluation des risques soient prêtes à travailler dans le cadre d'un réseau ouvert, couvrant toute l'Europe et ce, à l'avantage de tous les participants.

51. La nouvelle Autorité alimentaire européenne modifiera assez radicalement la façon dont l'Union européenne et ses états membres prendront désormais les décisions relatives à la gestion des risques. En dernière analyse, la Commission européenne estime que le public, et en particulier les consommateurs européens, se sentira plus en sécurité et confiant face à l'ensemble du système de sécurité sanitaire des aliments.

Débat

52. Plusieurs pays non membres de l'UE ont fait part de leur situation et de leur expérience en matière de législation alimentaire et de contrôle des aliments et ont attiré l'attention de la Conférence sur un certains nombre de problèmes, notamment:

- La division des tâches de réglementation et de contrôle relatifs aux aliments entre divers ministères et institutions;
- Le morcellement et donc la faible capacité des laboratoires de contrôle des aliments;
- La méconnaissance des questions de sécurité sanitaire des aliments de la part des divers acteurs sociaux (notamment les décideurs);
- La nécessité d'harmoniser les critères d'évaluation des risques et la législation alimentaire avec ce qui a été établi par la Commission du Codex Alimentarius et les organismes consultatifs d'experts de l'OMS et de la FAO;

- L'absence d'engagement du gouvernement à soutenir certaines industries alimentaires pour leur permettre d'appliquer les BPF, les codes d'hygiène inhérents à leur secteur, et le système HACCP.

53. En réponse à la question posée par quelques délégations au sujet de la division des tâches en matière d'évaluation et de gestion des risques, le représentant de l'OMS a déclaré que ces deux fonctions doivent être séparées. Dans les pays où les responsables de l'évaluation des risques et les gestionnaires des risques appartiennent au même organisme, il importe d'établir une distinction fonctionnelle, bien documentée et transparente entre leurs fonctions respectives.

54. La Conférence a accepté la proposition du Bureau et du Secrétariat concernant le fonctionnement et le mandat des groupes de travail tels que présentés dans les documents PEC 01/13 et PEC 01/14.

VIII. AUTRES QUESTIONS (POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR)

55. Aucune autre question n'a été soulevée.

IX. ORDRE DU JOUR DES GROUPES DE TRAVAIL

56. La Conférence est convenue d'examiner les points proposés au cours du débat sur les documents de Conférence dans le cadre de deux Groupes de travail parallèles, comme suit:

- Groupe de travail I sur la coopération paneuropéenne pour la promotion de politiques et de travaux scientifiques
- Groupe de travail II sur la coopération paneuropéenne en matière d'information et de communication

57. La Conférence a décidé de fonder les débats de ces Groupes de travail sur un projet de résumé des recommandations établi par le Secrétariat. Quatre principaux thèmes de débats ont été identifiés, à savoir:

- Identification des sources de risques et conseils scientifiques

- Réglementation, contrôle et application
- Renforcement des capacités, information et création de réseaux
- Systèmes d'information et de communication sur les risques

58. Il a été convenu que les deux premiers points seraient examinés par le Groupe de travail I et les deux derniers par le Groupe de travail II. Il a été convenu que les questions d'intérêt général concernant le statut de la Conférence et son suivi seraient examinées en plénière. Il a été décidé que les deux Groupes de travail feraient rapport sur leurs conclusions et recommandations en séance plénière. Après le débat en plénière, ces propositions seraient adoptées en tant que conclusions et recommandations de la Conférence.

X. RÉSUMÉ DES DÉBATS DES GROUPES DE TRAVAIL

Groupe de travail 1

59. De nombreuses délégations ont signalé qu'il était indispensable d'harmoniser les normes/exigences et les législations alimentaires pour éviter les doubles emplois et le gaspillage des ressources financières, qui n'étaient pas seulement limitées dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés.

60. Certaines délégations ont souligné que l'intégration des structures administratives dans un organisme chargé du contrôle de la sécurité sanitaire des aliments unique faciliterait l'application uniforme des contrôles dans ce domaine, tandis que d'autres délégations ont estimé au contraire qu'il fallait conserver la diversité des systèmes de contrôle, dans la mesure où il appartenait aux gouvernements nationaux de décider comment appliquer au mieux les décisions de la CE. Certains ont été d'avis que l'autorité virtuelle chargée du contrôle des denrées alimentaires pourrait être utile à cet égard. Le Groupe de travail est convenu qu'il valait mieux insister sur la rationalisation des activités touchant le contrôle des denrées alimentaires et l'approche de la ferme à la table, plutôt que de formuler des recommandations strictes concernant la localisation et la désignation du ministère responsable. En outre, une coordination très étroite des activités de contrôle des denrées alimentaires s'impose.

61. On a souligné qu'il incombait en dernier ressort aux producteurs et aux négociants d'assurer la sécurité sanitaire des aliments.

62. Quelques délégations ont insisté pour que le processus d'évaluation des risques soit ouvert et transparent et que l'opinion de la minorité soit communiquée aux consommateurs.

63. Quelques délégations ont contesté l'existence et la teneur de la définition de la sécurité sanitaire des aliments. À cet égard, le représentant du Secrétariat du Codex a informé les délégués que cette définition émanait du Codex et était utilisée dans le monde entier.

64. Certaines délégations ont signalé la nécessité d'améliorer les méthodologies et les liens entre les maladies liées à l'alimentation et/ou à la nutrition. On a indiqué qu'il convenait de disposer de données nutritionnelles fondées sur la consommation effective pour garantir l'exactitude de l'évaluation des risques et que la collecte de données sur l'état nutritionnel devait, par conséquent, faire partie du mandat des autorités chargées du contrôle des denrées alimentaires.

65. De nombreuses délégations ont souligné la nécessité de poursuivre l'enseignement et la formation aux différents aspects de la sécurité sanitaire des aliments.

66. Tout en étant bien consciente des problèmes et des difficultés rencontrés par les petites entreprises du secteur agroalimentaire, la Conférence est convenue que le système HACCP était un instrument indispensable pour garantir la sécurité sanitaire des aliments et qu'il fallait donc appuyer sa diffusion.

67. La délégation norvégienne a remercié l'UE de sa proposition d'associer différents pays à des activités coopératives. Elle a souligné que les systèmes existants devraient être reliés entre eux et qu'il fallait faciliter l'échange d'informations et l'ouvrir à tous les pays de la région intéressés.

68. Le représentant de la FAO a appelé l'attention de la Conférence sur la nécessité de renforcer les capacités des pays en développement. Il a également informé les délégués de la mise au point

par la FAO/OMS/OIE/Banque mondiale et l'OMC d'une initiative conjointe dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé des animaux et des végétaux. Une assistance serait la bienvenue pour améliorer la législation alimentaire, préparer les programmes d'investissement et prendre les mesures institutionnelles nécessaires.

Groupe de travail 2

69. La sécurité sanitaire des aliments est une question complexe aux dimensions multiples, qui couvre la santé publique, la recherche scientifique, la confiance des consommateurs, l'élaboration de politiques et les échanges internationaux. L'objectif premier est de réduire ou de prévenir l'incidence des maladies d'origine alimentaire en assurant la sécurité sanitaire de ces derniers. Toutefois, des niveaux équivalents de risque ne donnent pas toujours lieu à des interventions de gestion du risque de même niveau. Ainsi, alors que la contamination de la volaille crue par la salmonelle est acceptable dans un pays et qu'il appartient aux consommateurs de s'en accommoder, en Finlande et en Suède, l'industrie doit s'assurer que ces produits sont exempts de salmonelle avant qu'ils ne parviennent aux consommateurs.

70. Des solutions s'appuyant sur des preuves scientifiques sont nécessaires si l'on veut introduire des politiques fondées sur des preuves et cibler les ressources de manière appropriée. Toutefois, il est difficile de parvenir à des solutions scientifiques, dans la mesure où les opinions dans ce domaine peuvent diverger et où la certitude n'est pas toujours possible. En effet, on ne dispose pas toujours de données suffisantes pour parvenir à une évaluation scientifique et celle-ci ne peut pas toujours être effectuée assez rapidement en période de crise. En outre, les avis divergents des scientifiques sont une source de confusion pour les consommateurs. Lorsque des scientifiques américains soutiennent que les accélérateurs de croissance utilisés dans la production de viande bovine sont parfaitement sûrs et que leurs homologues européens soutiennent le contraire, les consommateurs ont du mal à croire aux arguments scientifiques.

71. La perception des risques qu'a le grand public est parfois très différente de celle des scientifiques et les explications données par ces derniers ne suffisent pas toujours à rassurer les consommateurs. C'est le cas lorsque les scientifiques préconisent l'irradiation comme méthode

d'élimination des organismes de décomposition et des pathogènes, alors que les consommateurs émettent des réserves à ce sujet. De même, les scientifiques ont beau vouloir rassurer les consommateurs en prétendant que les OGM sont aussi sûrs sur le plan sanitaire que les aliments traditionnels, de nombreux consommateurs sont loin d'être satisfaits.

72. De nombreuses "paniques" liées à la sécurité des aliments ne sont pas associées à des effets nocifs avérés, ni fondées sur un véritable risque, mais leur médiatisation peut susciter chez les consommateurs une réaction tout à fait disproportionnée par rapport au risque. La gestion du risque devrait être proportionnelle au risque pour la santé du consommateur plutôt qu'à l'intensité de leur médiatisation. Perception et réalité se confondent chez le consommateur et faute de campagne d'information des médias et du public, la confiance des consommateurs continuera à s'effondrer. De plus, le niveau jugé acceptable pour un risque spécifique peut varier selon les groupes de consommateurs, les communautés scientifiques et les pays. La sécurité sanitaire des aliments est devenue une question politique, tant au sein des pays, où les responsables politiques s'accusent mutuellement de mauvaise gestion des crises, qu'entre pays, où il s'agit de savoir lequel produit les aliments les plus sûrs et, à une plus grande échelle, entre les régions, comme dans le cas du différend entre les États-Unis et l'UE sur les aliments génétiquement modifiés et le bœuf aux hormones. La législation et les normes alimentaires ont presque toujours été conçues pour faciliter le commerce plutôt que pour protéger les consommateurs, de sorte qu'il est difficile d'isoler les questions purement commerciales de celles concernant la protection de la santé des consommateurs.

73. La mondialisation est appelée à s'étendre et il n'existe pas de meilleur moyen pour les pays de s'entraider et de communiquer qu'en pratiquant un commerce équitable dans la confiance mutuelle, fondé sur le code de déontologie du commerce international des denrées alimentaires, du Codex Alimentarius.

74. Les participants sont convenus que les pays devraient appliquer les mêmes normes de sécurité et de certification aux marchandises qu'ils exportent qu'à celles qu'ils importent. Le défi consiste à conserver la diversité des aliments disponibles et à accepter tous les pays qui souhaitent participer au commerce des produits agroalimentaires, tout en harmonisant les normes.

75. La question de savoir à quel moment informer les consommateurs des risques afin d'éviter les paniques a suscité un débat passionné. Convient-il de diffuser un message aussitôt que possible et avant les médias pour limiter au maximum les dégâts ou vaut-il mieux attendre qu'une stratégie de gestion des risques ait été adoptée de façon que les consommateurs soient rassurés, sachant que des mesures de contrôle sont en place. La communication sur les risques, par elle-même, non accompagnée d'un dispositif quelconque de gestion des risques, n'est pas l'idéal, mais l'expérience montre que l'ouverture et la transparence vis-à-vis des consommateurs sont payantes.

76. Les participants sont convenus que la coopération interrégionale pour le renforcement des capacités et de la recherche devrait être étendue. Le renforcement de la coopération entre scientifiques et la mise à profit des réseaux existants permettront d'obtenir de meilleurs résultats sur le plan de la santé. Il faut aussi étudier les moyens d'informer les consommateurs du processus de prise de décisions et les inviter à y participer. Des systèmes efficaces de surveillance des animaux, des denrées alimentaires et des êtres humains doivent être mis en place si l'on veut identifier les priorités en matière de santé publique, suivre les tendances, évaluer les interventions, détecter les menaces nouvelles et disposer de données appropriées pour évaluer les risques. Pour obtenir des données comparables, il faut appliquer des protocoles et des méthodes normalisés et les réseaux qui essaient d'y parvenir, comme ENTERNET, devraient être appuyés. Les possibilités qu'offre le typage moléculaire de comparer des isolats d'êtres humains de denrées alimentaires et d'animaux facilitent la détection des problèmes tout au long de la chaîne alimentaire et la prise de décisions correctives. Les pays disposant de ces installations pourraient très bien aider ceux qui sont moins équipés dans ce domaine. Les résultats de toutes les activités de surveillance et d'inspection alimentaire officielles et des autres activités officielles de contrôle des aliments devaient être rendus publics, car la franchise et la transparence renforcent la confiance du consommateur.

Systèmes d'alerte rapide dans l'UE

77. Le système d'alerte rapide de l'UE, notamment sa base juridique, les protocoles détaillés régissant son application et son fonctionnement, ont été présentés. Les améliorations à apporter à ce système ont fait l'objet d'un débat, de même que les principes sur lesquels repose un tel réseau de communication. Le système utilisé par l'UE s'est révélé très utile pour faciliter la protection des

consommateurs et le commerce international des denrées alimentaires. Les pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne seront juridiquement tenus d'adopter ce système lorsqu'ils deviendront membres. Des dispositions ont été prises pour que d'autres pays puissent adopter ce système par accord bilatéral, s'ils répondent à certains critères stricts. Outre qu'il doit recevoir et fournir des informations en cas d'alerte, chaque pays doit mettre au point une infrastructure lui permettant de prendre des mesures correctives pour réduire le plus possible les effets négatifs pour la santé humaine d'une éventuelle contamination ou prévenir purement et simplement toute crise sanitaire.

78. La question du système d'alerte mondial a été longuement débattue, un tel système étant jugé souhaitable vu la mondialisation croissante des échanges de denrées alimentaires, malgré les difficultés prévisibles. Le système de l'UE est contraignant et, s'il n'y a pas moyen de le rendre obligatoire pour les pays participant à un système mondial d'échange, il restera largement inefficace et risquera de ne produire aucune valeur ajoutée.

Réseau Agroweb de la CE

79. Ce système, auquel participent 22 pays, a été décrit et des démonstrations ont été faites. Il a pour but d'améliorer l'efficacité du flux d'informations agricoles entre pays d'Europe centrale et d'Europe orientale et de contribuer ainsi à l'échange de données d'expérience et à l'instauration d'une meilleure coopération intrarégionale, de faciliter l'accès à l'information sur les institutions agricoles de chaque pays d'Europe centrale et orientale des résidents de ces régions, de faciliter l'accès à l'information sur le secteur agricole de ces pays des habitants d'autres régions du monde et de servir de modèle pour d'autres régions du monde. Il a été convenu que ce réseau pourrait aussi servir de base à la création d'un portail subsidiaire sur l'alimentation et la nutrition. Un projet pilote pour la mise en place d'un tel réseau doit commencer en Ukraine.

80. L'Institut RIKILT de Wageningen (Pays-Bas) coordonne ces deux réseaux scientifiques: le Réseau thématique européen sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des cultures vivrières génétiquement modifiées (ENTRANSFOOD) et le Réseau européen sur la sécurité sanitaire des aliments (EFSN). ENTRANSFOOD est financé par la Commission européenne au titre de son cinquième programme-cadre. Les objectifs d'ENTRANSFOOD sont les suivants:

- Identifier les principaux problèmes posés par l'évaluation de la sécurité sanitaire des cultures vivrières génétiquement modifiées;
- Coordonner les travaux de recherche en cours sur l'évaluation de la sécurité sanitaire et la détection des aliments transgéniques dans le cadre du cinquième programme-cadre;
- Mettre au point de nouvelles méthodologies (*in vitro*) d'évaluation de la sécurité sanitaire;
- Traiter la question du risque de transfert de gènes d'organismes génétiquement modifiés à la microflore intestinale des êtres humains et des animaux;
- Examiner de nouvelles stratégies de détection de matières premières génétiquement modifiées;
- Examiner le sort des matières premières génétiquement modifiées et des produits transformés tout au long des chaînes de production alimentaire (localisation et suivi).

Des renseignements supplémentaires sur ENTRANSFOOD figurent sur le site web www.entransfood.nl.

81. Le réseau EFSN est un réseau d'instituts publics travaillant dans le domaine de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires. Ce réseau facilite l'échange d'informations et la mise en oeuvre d'activités conjointes dans les domaines ci-après:

- Recherche sur la sécurité sanitaire des aliments en général
- Identification précoce
- Annuaire d'experts pour conseils immédiats
- Élaboration et échange de méthodes
- Procédures d'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments
- Avis d'experts destinés à l'Autorité européenne et aux autorités nationales de sécurité sanitaire des aliments

Le réseau EFSN est relié aux structures de l'UE. Pour tout renseignement supplémentaire, se reporter au site web: www.efsn.net.

82. Le Portail sur la biosécurité de la FAO et les systèmes ERIS et TRAPEX ont été examinés. On a estimé que des systèmes permettant d'anticiper les problèmes et de prendre des mesures préventives étaient nécessaires.

Le Portail Biosécurité de la FAO

83. La Conférence a examiné le Portail de Biosécurité de la FAO, système d'information accessible sur une page d'accueil sur Internet. Elle a déclaré que ce portail fournissait des informations nationales et internationales sur la sécurité sanitaire des aliments et la santé des animaux et des plantes et offrait la possibilité d'un échange d'informations. Ce système est encore à un stade initial et devra être mis au point en partenariat avec l'OMS, l'OIE et les autres parties prenantes.

Autres thèmes

84. L'objectif de tous les pays participants est de mettre en place des mécanismes appropriés garantissant que les aliments mis sur le marché peuvent être consommés sans risque. Pour atteindre cet objectif, il a été convenu que l'ensemble du secteur agroalimentaire devait manifester sa volonté de produire des aliments sûrs et de s'en donner les moyens. Quant aux organismes chargés de la réglementation, ils devraient avoir les capacités et les ressources nécessaires pour faire respecter les règlements de manière coordonnée dans toute la chaîne alimentaire. On a suggéré, en outre, que les consommateurs devaient avoir confiance dans la sécurité sanitaire des aliments et être certains que l'industrie et les organismes chargés de la réglementation faisaient passer la santé publique avant les intérêts commerciaux. Tous sont convenus qu'il était parfois impossible d'assurer un risque nul, mais que le défi à relever consistait à expliquer ceci aux consommateurs et à faire en sorte que tout soit mis en oeuvre pour réduire au maximum les risques.

85. La production d'aliments sûrs est une responsabilité répartie entre tous les acteurs du système agroalimentaire, de l'exploitation agricole au consommateur. Toute négligence dans les précautions et les contrôles en un point quelconque de la chaîne peut réduire à néant, ou entraver, les précautions prises par d'autres acteurs de la chaîne. Ce qu'il faut obtenir, c'est une réduction des risques cumulative et séquentielle tout au long de la chaîne alimentaire, avec communication aux utilisateurs finals du risque résiduel, le cas échéant, et des moyens d'y faire face. Les utilisateurs finals peuvent être les parties prenantes de la chaîne alimentaire ou le consommateur final. De l'avis

général, l'information et la formation de toutes les parties prenantes de la chaîne alimentaire sont indispensables pour relever le niveau de compétence de l'ensemble du secteur.

86. La formation des inspecteurs chargés d'assurer le respect des règlements est un autre élément indispensable et, dans la mesure où la transformation et la fabrication des denrées alimentaires deviennent de plus en plus complexes du fait de l'introduction de nouvelles techniques et d'approches novatrices, les inspecteurs doivent se tenir au courant des changements et acquérir les compétences nécessaires pour reconnaître les dangers et prendre les mesures qui s'imposent. Plusieurs délégués ont décrit les mesures prises dans leur pays pour renforcer les compétences des inspecteurs.

87. L'information et la sensibilisation des consommateurs et de tous les acteurs du secteur agroalimentaire font partie des principaux défis à relever pour améliorer la compréhension des problèmes et relever les normes. Il a été proposé d'utiliser les techniques des experts en commercialisation pour diffuser les messages sur la sécurité sanitaire des aliments, en répartissant les consommateurs en plusieurs groupes cibles et en adaptant le message diffusé aux différents groupes ainsi constitués. Au départ, il convient de sensibiliser les personnes, ensuite il faut améliorer leurs connaissances, puis les inciter à changer d'attitude et enfin, phase la plus difficile, arriver à modifier leur comportement. L'information scientifique sera donc présentée sous une forme adaptée au public et on aura recours pour cela à des spécialistes des communications. On a estimé important également d'inclure l'initiation à la sécurité sanitaire des aliments et à la nutrition dans les programmes d'enseignement primaire et secondaire afin d'éduquer les futurs consommateurs et travailleurs de l'industrie agroalimentaire. À cet effet, les ministres de l'éducation devront s'entendre avec les ministres de la santé et de l'agriculture sur une approche intégrée.

88. Les programmes de formation et les campagnes de sensibilisation du public coûtent cher et pourraient donc être partagés entre plusieurs pays. La FAO, l'OMS et l'Autorité européenne pourraient faciliter la collaboration entre pays, de façon que le matériel pédagogique utilisé avec succès dans un pays puisse être adapté dans d'autres. De même, les trois organisations pourraient promouvoir la collaboration en matière d'évaluation des risques et de mise au point de stratégies de gestion des risques.

89. Une liste des pathogènes et des contaminants comportant des risques pour les animaux, les aliments et l'homme devrait être établie de commun accord pour permettre une surveillance paneuropéenne efficace. Des méthodes d'identification précoce des problèmes émergents devraient être mises au point. Il faut repérer des sources de financement pour les systèmes de surveillance requis aussi bien au niveau national que paneuropéen. Donner la possibilité aux consommateurs de participer à un débat public au sein d'instances ouvertes et accessibles a été considéré comme une bonne approche. Il est important de ne pas négliger l'incidence des maladies d'origine alimentaire résultant d'un régime inadapté. Des initiatives visant à réduire l'incidence des maladies chroniques associées aux mauvaises habitudes alimentaires devraient être prises, en collaboration avec les négociants et les consommateurs.

XI. RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE (POINT 7B DE L'ORDRE DU JOUR)

Principales recommandations

1. Des réseaux doivent être établis et/ou renforcés au niveau national et régional pour la collecte, la compilation et le partage d'informations et de données concernant la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, les risques et la contamination des aliments et les maladies d'origine alimentaire afin d'améliorer la comparabilité et l'équivalence des politiques et d'appuyer l'harmonisation. Ces réseaux devraient être reliés, coordonnés et ouverts à tous les pays européens.

2. La collaboration est indispensable pour renforcer et harmoniser les systèmes intégrés et transparents pour la surveillance, les enquêtes sur les flambées épidémiques, la notification et les méthodes diagnostiques sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.

3. La coopération doit être encouragée entre les secteurs de la santé, de l'agriculture, des pêches et de la production alimentaire, pour la surveillance et le suivi de la sécurité sanitaire des aliments.

4. Les disparités des politiques en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments dans la région faisant souvent obstacle aux améliorations dans les domaines de la santé publique et du commerce international des produits alimentaires, il faudrait accroître la comparabilité des systèmes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments en organisant l'équivalence, la transparence et l'harmonisation des réglementations et du suivi dans la région

5. Les stratégies en matière de sécurité sanitaire des aliments devraient être fondées sur les risques, en accordant la priorité aux problèmes qui menacent plus gravement la santé et aux mesures susceptibles de réduire au minimum les cas de maladies d'origine alimentaire.

6. Afin d'éviter les doubles emplois et le gaspillage de ressources, la coopération entre les experts nationaux, régionaux et internationaux et les organismes consultatifs dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments devrait être intensifiée.

7. Il faudrait privilégier des politiques intégrées et multidisciplinaires en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments, avec la participation de toutes les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales tout au long de la filière alimentaire, y compris la production primaire.

8. Il faudrait mettre en place et coordonner des systèmes de réglementation et de suivi pour la prévention des maladies d'origine alimentaire, la réduction des risques en matière de sécurité sanitaire et la protection de l'environnement

9. Lors de l'élaboration des politiques, il faudrait prendre en compte non seulement l'évaluation des risques mais aussi les "autres préoccupations légitimes" des consommateurs comme les questions d'ordre éthique et religieux et le désir de promouvoir des pratiques de production alimentaire plus durables

10. En cas d'incertitude au plan scientifique ou lorsque l'évaluation des risques n'est pas probante, des mesures provisoires de gestion des risques peuvent être adoptées sur la base du principe de précaution.

11. Il faudrait améliorer et intensifier la coopération en matière de renforcement des capacités au niveau international et régional pour partir des expériences et des stratégies nationales de sécurité sanitaire des aliments afin d'éviter la duplication des efforts. L'initiative que lancent actuellement la FAO, l'OMS et l'OIE, en collaboration avec la Banque mondiale et l'OMC, relative au renforcement de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé animale et végétale devrait être encore développée.

12. En vue d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments, il faudrait une attribution claire des responsabilités au niveau national, surtout en matière de conseils scientifiques, d'évaluation des risques, d'avis en matière de politiques, de gestion des risques, de réglementation, de suivi, de surveillance et de communication. Un système efficace de coordination est nécessaire.

13. En particulier dans le domaine des conseils scientifiques, de l'évaluation des risques et de la communication sur les risques, il est recommandé de disposer d'une autorité indépendante, transparente et efficace, chargée de veiller à la sécurité sanitaire des aliments.

14. La nécessité d'une évaluation efficace et indépendante des risques a été soulignée. Dans le cas d'opinions minoritaires, ces dernières doivent être mentionnées dans le rapport d'évaluation de risque et le degré d'incertitude estimé. L'évaluation doit être conduite de manière indépendante, ouverte et transparente et doit aussi tenir compte de risques nouveaux ou imprévus.

15. Il peut être avantageux dans certains cas, voire du point de vue économique, de confier à une seule institution la responsabilité du suivi officiel et du contrôle des aliments tout au long de la filière alimentaire. Si toutefois, la responsabilité est partagée entre deux institutions ou davantage, une étroite collaboration entre elles s'impose. La coopération au niveau régional devrait aussi être développée et renforcée.

16. Les services de contrôle officiels responsables des systèmes de sécurité sanitaire des aliments doivent être dotés des ressources nécessaires, à la fois financières et humaines, pour s'acquitter de leur mission.

17. La coopération paneuropéenne doit être élargie dans les domaines des politiques, de la recherche et de l'éducation, compte tenu des différences majeures qui existent concernant les politiques de sécurité sanitaire et de nutrition, les connaissances scientifiques et le niveau de protection de la santé du consommateur. Comme base des efforts de renforcement des capacités dans cette région, les autorités européenne et les instituts de recherche publics et privés devraient renforcer la coopération mutuelle et étendre les activités scientifiques, les réseaux d'information et les stratégies de gestion des risques. Il faudrait mettre au point des méthodes pour la prévision et l'identification précoces des risques émergents.

18. Il conviendrait d'améliorer l'éducation et la formation en matière d'hygiène alimentaire afin d'accroître la compétence des agents et l'efficacité des inspecteurs tout au long de la filière alimentaire. L'éducation des consommateurs devrait commencer à l'école. La FAO, l'OMS et des organismes régionaux comme la Commission de l'UE devraient encourager leurs États membres en contribuant à l'organisation d'initiatives éducatives destinées à toutes les parties prenantes de la filière alimentaire et de campagnes de sensibilisation du public.

19. Un processus de consultations ouvertes et de débat public avec la participation des consommateurs et des autres parties prenantes est nécessaire pour accroître la confiance des consommateurs vis-à-vis des produits alimentaires et pour mettre au point une approche complète, transparente et intégrée à la sécurité sanitaire des aliments et à la politique nutritionnelle.

20. Le Système d'alerte rapide appliqué aux produits alimentaires dans l'Union européenne s'est avéré un instrument efficace à l'appui de la santé publique, de la protection des consommateurs et du commerce international des produits alimentaires. Les autres pays européens sont encouragés à participer à ce système en tenant compte des avantages et obligations y afférents.

21. Les résultats de toutes les activités de surveillance et d'inspection alimentaire officielles et des autres activités officielles de contrôle des aliments devraient être rendus publics, car la franchise et la transparence renforcent la confiance du consommateur.

22. La FAO et l'OMS devraient faciliter la création de programme régionaux sur l'information et la communication en matière de sécurité sanitaire des aliments utilisant des informations normalisées. Ces programmes devraient être élaborés en coopération avec les consommateurs, l'industrie et les autorités pertinentes.

23. Il conviendrait de promouvoir le développement d'organisations de consommateurs indépendantes et fortes comme support essentiel du débat public. Les pays européens devraient envisager l'adoption de nouvelles méthodes pour mesurer la sensibilité et les préoccupations des consommateurs. Un dialogue interactif entre les scientifiques, les gestionnaires de risque, les producteurs et les consommateurs à tous les stades de la prise de décision est essentiel et constitue le fondement d'une meilleure compréhension mutuelle de l'évaluation des risques, de la gestion des risques et de la communication sur les risques.

24. La FAO, l'OMS, la CE et les pays donateurs européens devraient étudier la possibilité de contribuer au renforcement des capacités et aux initiatives éducatives des pays européens qui ont des besoins spéciaux.

Autres recommandations

1. Il faudrait notifier plus souvent des données en plus grand nombre et de meilleure qualité au niveau national ainsi qu'au Programme OMS de surveillance pour la lutte contre les maladies d'origine alimentaire en Europe.

2. Il faudrait collecter des données sur la microbiologie des aliments afin d'évaluer les risques et contribuer ainsi aux travaux du Comité mixte FAO/OMS sur l'évaluation des risques microbiologiques liés aux aliments (JEMRA). Il convient de renforcer les capacités

nationales en matière d'évaluation des risques microbiologiques, en accordant une attention spéciale aux résultats des évaluations de risque internationales, et d'améliorer les méthodes utilisées.

3. Il faudrait renforcer les capacités nationales pour les évaluations de risque relatives à des substances chimiques présentes dans les aliments, et notamment procéder à un contrôle objectif et à d'autres études pour déterminer les niveaux et les tendances en ce qui concerne la présence de substances chimiques dans les aliments. Il faudrait envisager d'harmoniser, dans toute la région, la forme de présentation des données notifiées sur les contaminants chimiques présents dans les aliments – ce qui serait une première étape vers la mise au point d'évaluations cohérentes et comparables à des fins sanitaires et pour la fixation de normes, par exemple le Codex Alimentarius. A cet égard la structure retenue pour les données du programme GEMS/Food devrait être envisagée s'il n'existe pas d'autre forme de présentation.

4. Il faudrait mener des études de la ration totale au niveau national afin d'évaluer l'exposition d'origine alimentaire ou autre aux substances chimiques toxiques de l'ensemble de la population ainsi que de groupes vulnérables comme les enfants. La partie consommation de ces études livrera des informations précieuses qui seront également utiles pour l'évaluation des risques microbiologiques. Le cas échéant, une assistance technique et financière devrait être fournie pour faciliter les études de la ration totale au niveau national ou sous-régional.

5. Les processus de décision et les résultats des comités consultatifs scientifiques doivent faire état de la plus grande intégrité: les procédures doivent être ouvertes et transparentes pour toutes les parties prenantes, notamment les consommateurs et les organisations qui les représentent, en particulier en ce qui concerne la sélection et la nomination de leurs membres, leur fonctionnement et les modalités de travail, les problèmes à examiner et les facteurs entrant dans le processus décisionnel.

6. Il faudrait entériner les travaux du Codex Alimentarius comme l'instrument générique permettant de promouvoir l'harmonisation des normes de sécurité sanitaire et de qualité des

aliments dans toute la région Europe. Les États membres devraient établir, si nécessaire, des services de liaison avec le Codex et participer davantage aux travaux du Codex Alimentarius.

7. Un contrôle exhaustif de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments tout au long de la filière alimentaire, comprenant aussi des vérifications chez les opérateurs des secteurs de l'agroalimentaire et de l'alimentation animale, devrait être introduit.

8. La responsabilité première des opérateurs des secteurs de l'agroalimentaire et de l'alimentation animale concernant la sécurité sanitaire de leurs produits, dans les limites de leur activité, devrait être établie par la loi.

9. Des ressources devraient être allouées pour l'identification et l'évaluation de risques nouveaux ou émergents associés aux aliments. Ces derniers pourraient être dus à des risque de type nouveau ou à une exposition accrue à des risques déjà identifiés.

10. Les expériences positives de stratégies d'intervention s'avérant pertinentes et efficaces aux fins d'une gestion des risques fondée sur l'évaluation des risques devraient être rassemblées, partagées et diffusées.

11. La coopération multilatérale et bilatérale dans le domaine de la recherche, du renforcement des capacités et de l'éducation ayant besoin d'une base financière solide pour protéger et favoriser la poursuite du développement et de l'amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments dans l'ensemble de la région. Les États Membres et les organisations internationales devraient envisager de fournir des investissements et un soutien financier dans ce domaine.

12. Les initiatives de coopération pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'éducation et de l'information devraient se concentrer entre autres sur les normes internationales et la recherche scientifique.

13. Les réseaux régionaux regroupant les organisations nationales chargées de l'évaluation des risques devraient être renforcés, voire créés s'ils font défaut.

14. La coopération européenne en matière de recherche sur la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition est importante afin de répondre à des problèmes transfrontières complexes de sécurité sanitaire et de nutrition et de soutenir l'amélioration des politiques et l'harmonisation. Il faudrait accélérer la mise en oeuvre des plans d'action alimentaires et nutritionnels de la FAO et de l'OMS. Un réseau paneuropéen efficace, axé sur la science et la recherche, pour soutenir et faciliter le processus d'élaboration de politiques et renforcer les connaissances en matière de sécurité et de qualité des aliments dans l'ensemble de la région est nécessaire.

15. L'éducation du consommateur dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et de la nutrition et les information sur les méthodes de production et l'origine des aliments devrait être renforcée pour accroître la confiance des consommateurs vis-à-vis des produits alimentaires.

16. La communication à tous les niveaux entre les principales parties prenantes de la filière alimentaire est nécessaire dans le but de renforcer chez les opérateurs du secteur, la compréhension des risques, la mise en oeuvre de systèmes de prévention tels que l'HACCP et de bonnes pratiques d'hygiène spécifiques et une meilleure compréhension de leur contribution à la réduction des risques précis aux points critiques de la filière alimentaire. Pour réaliser ces objectifs les parties prenantes devraient être appelées à participer aux mécanismes d'échange d'information servant à l'alerte rapide et à la détection des problèmes émergents.

17. Les rapports et documents soumis par les gouvernements aux organismes publics sur des questions de politique devraient toujours être publiés dès leur réception, et surtout en temps utile pour permettre aux autres groupes d'intérêts de formuler leurs observations.

18. Tous les pays devraient entreprendre un examen des allégations publicitaires en matière de sécurité sanitaire et de nutrition afin de veiller à ce que les consommateurs reçoivent des informations exactes et ne soient pas induits en erreur.

XII. ADOPTION DU RAPPORT FINAL (POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR)

90. Le rapport final et les recommandations ont été examinés et adoptés. La Conférence est convenue que le rapport serait un document destiné au public et a demandé au Secrétariat de le publier par les voies habituelles.

91. La Conférence a décidé de communiquer son rapport à la Table ronde ministérielle de la vingt-troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (Nicosie, 28 – 31 mai 2002). Le rapport serait également présenté à la cinquante-deuxième session du Comité régional de l'OMS pour l'Europe (Copenhague, 25 – 28 septembre 2002). Ces deux réunions examineront le rapport au niveau ministériel et décideront des activités à mettre en œuvre en priorité pour donner suite à ses recommandations. La Conférence a noté que l'OIE était régulièrement invitée aux Conférences régionales FAO/OMS en tant qu'observateur. Elle a souligné qu'il importe d'associer plus activement l'OIE aux Conférences paneuropéennes traitant des questions de sécurité sanitaire des aliments.

XIII. CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE

92. Le pays hôte a été vivement remercié de l'organisation efficace de la Conférence et de son hospitalité. La présidence de l'Union européenne a demandé la parole pour remercier la FAO et l'OMS d'avoir organisé cette Conférence et la Hongrie de l'avoir accueillie. La Présidente a déclaré la Conférence close.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

PEC/REP **Annexe 1**

Conférence paneuropéenne sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments

Budapest (Hongrie), 25 - 28 février 2002

Ordre du jour annoté

1. Cérémonie inaugurale de la Conférence présidée par le Ministre de l'agriculture et du développement régional de la Hongrie, M. András Vonza

2. Allocution liminaire du Ministre de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et des pêches des Pays-Bas, M. Laurens-Jan Brinkhorst: ***"Renforcer la confiance des consommateurs dans les produits alimentaires en améliorant la transparence et la fiabilité de la chaîne alimentaire en Europe"***

3. Présentation des documents de travail: au cours de la première séance plénière, les documents de travail seront présentés brièvement et les questions à débattre ultérieurement seront identifiées.

Deux Groupes de travail parallèles seront constitués pour les débats approfondis. Ils présenteront en plénière les principaux éléments du débat, en particulier les conclusions et les recommandations auxquelles ils seront parvenus. Les documents de travail en préparation portent sur les thèmes ci-après:

4. Coopération paneuropéenne pour la promotion des politiques générales et des sciences

a) ***Sécurité sanitaire et qualité des aliments en Europe - faits nouveaux et problèmes non résolus.*** Présentation générale des menaces actuelles contre la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. Le débat devra porter sur les mesures à prendre pour améliorer la confiance des consommateurs dans les produits alimentaires.

b) ***Statistiques des maladies d'origine alimentaire en Europe.*** Présentation générale des cas de maladies d'origine alimentaire.

c) ***Sécurité sanitaire et qualité des aliments - situation et perspectives de changement en Pologne.*** La situation politique et l'adhésion prochaine à l'Union européenne amènent le pays à établir de nouvelles structures de contrôle de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments.

d) ***Exemples d'approche globale intégrée à l'analyse du risque dans la chaîne alimentaire - expérience et enseignements tirés.*** Il convient de déterminer les efforts nécessaires aux niveaux

national et international pour une approche plus intégrée à l'analyse du risque.

e) ***Coopération institutionnelle et scientifique, établissement de réseaux et renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments.*** La constitution de réseaux institutionnels et scientifiques pourrait faire progresser rapidement et améliorer sensiblement les connaissances et les compétences. L'étude des circonstances qui rendent cette coopération efficace pourrait permettre d'élargir d'autres réseaux.

5. Coopération paneuropéenne en matière de développement de l'information et de la communication

a) Échange d'informations et constitution de réseaux - un nouveau système d'identification du risque pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. Une approche paneuropéenne destinée à éviter les crises liées à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments pourrait nécessiter une harmonisation et un engagement à l'échelle de toute la région Europe.

b) Échange d'informations et constitution de réseaux - le système d'alerte rapide actuellement en fonction dans l'Union européenne et son expansion éventuelle à des pays extérieurs à l'Union européenne. Il faudrait examiner le moyen de faire bénéficier de ce système les pays extérieurs à l'Union européenne et de les associer plus étroitement.

c) Mécanisme international d'échange d'informations sur la sécurité sanitaire et la santé des animaux et des plantes.Une base de données centralisée permettra d'accéder plus librement aux informations juridiques, techniques et scientifiques. Il faudrait trouver comment rendre ce mécanisme utile et praticable.

d) ***Information et participation des consommateurs - communication interactive avec les consommateurs sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.*** Une bonne communication entre les consommateurs, les producteurs et les responsables de la réglementation sensibiliserait davantage les consommateurs aux questions de sécurité sanitaire des aliments et aiderait les producteurs et les responsables des réglementations à mieux comprendre les priorités des consommateurs.

6. Autres questions proposées par les participants.

7. Conclusions et recommandations

Le Secrétariat de la Conférence préparera un projet de tableau récapitulatif des recommandations soumises pour examen.

8. Adoption du rapport et des recommandations

Le rapport final sera soumis pour adoption et suivi à la vingt-troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (Nicosie, 27-31 mai 2002) et à la cinquante-deuxième réunion du Comité régional pour l'Europe de l'OMS (Copenhague, 16-19 septembre 2002).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

PEC/REP **Annexe 2**

Conférence paneuropéenne sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments

Budapest (Hongrie), 25 - 28 février 2002

HISTORIQUE

1. Introduction

Les préoccupations concernant la sécurité sanitaire et la qualité des aliments augmentent dans le monde entier. Il s'agit de questions prioritaires aussi bien pour les gouvernements, que pour les producteurs, l'industrie, les négociants et les consommateurs. Les maladies d'origine alimentaire constituent un problème grave partout dans le monde et pour certaines d'entre elles ce problème s'est aggravé encore durant les dernières décennies. En Europe, des problèmes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments ont mis en danger la santé des consommateurs ces dernières années. Il s'en est suivi une baisse de confiance des consommateurs pour certains aliments qui a eu des conséquences économiques graves pour les agriculteurs et les producteurs dans cette région. Cette situation a fait apparaître clairement la nécessité absolue pour les États membres de renforcer, de manière durable, les systèmes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments afin de réduire l'incidence des maladies d'origine alimentaire, de rétablir la confiance des consommateurs et d'améliorer les conditions de production et de commerce des denrées alimentaires dans la région et au-delà.

2. Préparatifs

À l'issue d'une réunion du Comité directeur tenue le 13 novembre 2000, un secrétariat de la Conférence FAO/OMS a été créé et basé à Rome pour les travaux préparatoires de la Conférence et les activités connexes. Lors d'une réunion préparatoire, le 4 mai 2001, à laquelle ont participé un grand nombre de membres de la FAO et de l'OMS, les directives ci-après ont été énoncées comme contribution possible à l'amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans toute la région Europe:

a. Approfondir la connaissance des paramètres de sécurité sanitaire et de qualité des aliments;
b. Élaborer une approche intégrée associant l'agriculture et l'agro-industrie à la santé publique et à la protection des consommateurs;
c. Concevoir des stratégies régionales harmonisées et des réseaux de communication sur la sécurité sanitaire des aliments;

d. Améliorer la transparence et la compréhension des systèmes de sécurité sanitaire et de contrôle de qualité des aliments dans les pays de la région;
e. Rechercher des stratégies de communication avec les consommateurs, les producteurs et les responsables des réglementations concernant les risques pour la sécurité sanitaire des aliments;
f. Améliorer les conditions des échanges de produits alimentaires au sein de la région et au-delà;
g. Prévenir et contenir les répercussions sur la santé et le commerce des crises de la sécurité sanitaire des aliments ou du manque de transparence concernant ces risques.

Il a été reconnu de façon générale que, pour améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, il faut prendre en considération toute la chaîne alimentaire. La réunion préparatoire de la Conférence a indiqué les deux principaux thèmes suivants:

- Coopération paneuropéenne pour l'avancement des politiques et des sciences;
- Coopération paneuropéenne pour le développement de l'information et des communications.

Plusieurs membres de la région ont participé à l'élaboration des documents techniques et généraux de la Conférence qui ont étayé les débats. Le secrétariat de la Conférence a passé en revue ces documents avec l'assistance d'experts et de consultants spécialisés et il a préparé une synthèse des projets de recommandation fournis par les auteurs de ces documents. Les participants ont été autorisés à remettre des documents de séance. On a veillé tout particulièrement à maintenir un bon équilibre entre les compétences spécialisées et les contributions apportées, pour l'ensemble de la région.

3. Suivi proposé

L'initiative d'organiser une Conférence paneuropéenne ayant été prise à la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, il a été proposé d'examiner le rapport final de la Conférence, et ses recommandations, à la vingt-troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (Nicosie, mai 2002). Ce rapport sera également présenté au cinquante-deuxième Comité régional pour l'Europe de l'OMS (Copenhague, septembre 2002). Le rapport sera examiné à ces deux réunions, des priorités seront fixées et des engagements seront pris pour donner suite à ses recommandations.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

PEC/REP **Annexe 3**

Opening address

by

András Vonza
Minister of Agriculture and Regional Development
Republic of Hungary

Ladies and Gentlemen,

The participants attending the FAO/WHO Pan-European Conference on Food Safety and Quality are cordially welcome on behalf of the Hungarian Government and Ministry of Agriculture and Regional Development. I am delighted to greet Mr. Brinkhorst, Minister of Agriculture, Nature Management and Fishery of the Netherlands, the senior officials from FAO and WHO, both being the organisations of UN, and last but not least I am delighted to greet Mr. István Mikola, Minister of Health.

I consider it a special honour to open this meeting, and I would like to use this opportunity for giving you a brief review of the status of food regulation and safety in Hungary.

As in each and every economic and political system, the most important objective of Hungary is to protect man, the consumer and to provide the highest possible quality of life for him. The demand on foodstuffs, which are of good quality, safe for consumption and not constituting any health risks, is also maintained and gaining strength continuously on part of the Hungarian consumers. For decades, the output of the Hungarian food industry has been exceeding domestic demand, and a considerable part of this production is sold on the markets of the most developed countries. These markets also raise ever increasingly stricter requirements.

It was during the second half of the nineteenth century that the first legislation on public and animal health was passed, and the order of official control was established. Since then these have been developing continuously, in an organic integration. The primary goal was to hinder any adulteration of foodstuffs, control their hygienic conditions, protect livestock from epizootic diseases which may cause remarkable damage to the national economy and prevent the contraction of any human diseases (zoonozis) of contagious origin and related to the epizootic diseases. Both the regulation and the control system have been developed continuously. Regulations on chemical contaminants in foodstuffs, pesticide residues in plant products, radioactive contaminants, the composition and

harmful substances of animal feed have been continuously issued from the fifties onward. In relation to these, monitoring systems were established the sampling and laboratory background of which have also been continuously developed.
When defining the specifications and systems of public health, animal and plant health, animal feed and food control, Hungary has never failed to observe the relevant international specifications. This country has actively participated in the work of all the competent international professional organisations for decades, which offers an opportunity for efficient and professional exchange of information, getting immediate knowledge of the latest specifications on test methods, and contributing to their establishment. It is of special importance in the field of food safety that we have a continuous and active participation in the work of FAO/WHO *Codex Alimentarius*.

By submitting an application for EU membership, Hungary has assumed the commitment to fully adopt and apply the *acquis communautaire*. Within this framework, the Hungarian Government and the policy makers have been continuously making efforts to have a fully developed and enforced system of food safety complying with the EU requirements by the date of accession.

Accordingly, the establishment of a uniform system of legal framework and control concerning food safety is taking place continuously. From the second half of the nineties, the intensity of legal harmonisation and the further development of the institutions, which was partly implemented through the aid from PHARE, have increased. The Government uses the tools of economic policy to provide support for agricultural producers, the food processing and marketing sectors to comply with the increasingly stringent food safety requirements .

EU food legislation has been incorporated into the Hungarian body of food legislation on the following three levels:
The acceptance in Hungarian food law of the EU legal framework on food law has been integrated at three levels:

- Acts (act on foodstuffs, act on animal health, act on the protection of and forbearance to animals, animal feed act , act on plant protection, health act, consumer protection act, etc.);
- Governmental and Ministerial Decrees issued pursuant to the authorisation provided on act level;
- the specifications for foods *in Codex Alimentarius Hungaricus* and for the animal feed in *Codex Pabularis Hungaricus.*

Legal harmonisation **concerning foodstuffs** started in the first half of the nineties and was practically finished by 2000. This was possible, because as a consequence of the advanced status of our food industry and our active participation in the international organisations, a remarkable portion of the Hungarian specifications had been up-to-date before the harmonisation started. The only outstanding task in connection with Hungary's accession is to adopt new legislation, which is happening continuously. In accordance with the prevalent practice of member States, amendments to EU regulations become applicable in Hungary within half a year following publication. Clearly, the same holds true for food safety regulations as well.

During the screening of the **animal health legislation** and the related technical consultation with EU experts, the parties established that a substantial part of the EU acquis on animal health had been adopted.
For the most part, bringing into force was accomplished in 2002. Exceptions are the provisions with direct relevance to the Single European Market. The application of these will is only become possible after the date of accession .
The publication of the ministerial decree providing for a full-scale harmonisation of the **plant health acquis** is expected to take place in the first half of 2002 with bringing into force being on the date of accession. .

Hungarian legislation on animal feed have been partly harmonised. . Most of the specifications are to be adopted within the framework of *Codex Pabularis Hungaricus.* The incorporation of the directives on ingredients, animal feed additives, composite animal feed , complementary animal feed and animal feed produced for special purposes will be accomplished during this activity

The Government's general co-ordinating tasks in relation with food safety are primarily assisted by interdepartmental committees, such as the 'Advisory Body on Food Safety' and the 'Interdepartmental Committee for the Accomplishment of Food Control Co-ordination Tasks. The Hungarian Government is planning to have the work of any domestic institutions engaged in food safety co-ordinated and controlled by an institution of nation-wide competency, the **Hungarian Office for Food Safety, which is** to be established in 2002. The responsibilities of this institution will be similar to the responsibilities of the European Office for Food Safety , and will work in close co-operation with that. The institution will, among others, provide a synthesis of the findings of tests and inspections concerning food safety, make proposals for decisions following their assessment and analysis, and ensure the co-ordination of a system of quick response in this field .

Since a substantial part of hazards in food safety cannot be directly observed by consumers, in addition to the means of governmental food regulation and the practice of sanctioning, the risks could be moderated primarily through the continuous development of a consumer's pool of knowledge.

Like in other countries, the launch of the communication programs for consumers has been started in Hungary in recent years. In these programs an outstanding role is given to the issue of marking foodstuff .

Raising the level of food safety is playing an increasing role in determining competitiveness in the food market. An evidence to this is that an HACCP system is becoming a basic requirement. Hungary has made considerable efforts to introduce HACCP.

The joint 1999 decree by the Ministries of Agriculture and Health made it mandatory for food - producers to apply the five principles of HACCP from 1 January 2002. As of 1998 the Ministry of Agriculture and Regional Development has been providing producers with an aid covering 50% of the costs of the introduction. Until now, more than 2000 food producers – about 30% of the companies in operation – have introduced the HACCP system. Since these are mostly large- and middle-size plants, this means that about 80% of the outcome of Hungarian food production is marketed with the application of the HACCP principles. With the continued financial support,

small businesses are expected to introduce the system during the coming years. The development in 2003 is expected to be implemented with the contribution of the SAPARD programme.

What I have intended to show you with this brief review is that Hungarian food regulations are aimed at ensuring food safety and thereby their market success through continuous adjustments to the recommendations of FAO/WHO *Codex Alimentarius* and the specifications of European Union all the time.
Before I finish, I would like to express my thanks to the Dutch Government, who initiated this conference, as well as the specialised organisations of the UN (FAO, WHO) and the professionals preparing the work materials, for their co-operation in arranging and implementing this conference. Furthermore, I would also like to thank the organisers both on part of FAO and the host country who have spent months on preparing this conference. I hope that we do manage to provide the appropriate conditions for your work this time again.

I wish you a fruitful work, useful professional meetings and successful workshops. I believe that your efforts will considerably contribute to increasing the standard in food safety of this region and thereby protecting the consumer's health and also improving the quality of life.

Finally, I wish every honourable participant good work and a pleasant stay in Budapest.

Opening address

by

István Mikola, M.D.
Minister of Health
Republic of Hungary

Distinguished Delegates, ladies and gentlemen,

It is a great pleasure and honour for Hungary to be host country for the Pan-European Food Safety Conference organised by the Food and Agricultural Organisation and the World Health Organisation.

Food safety in the past was often, but not always, addressed as a public health issue. In recent years, because of a chain of events comprising large-scale food related crises of various degrees of severity, public confidence in the safety of our food supply has been shaken and the issue of food safety has come to the forefront all over the world. However, the real burden of disease arising from food presents an even more important issue.

According to the latest data of the World Health Organisation, the incidence of diseases associated with food consumption is increasing globally. Most food-borne infections are zoonotic throughout the world. However, in addition to the well-known and frequently occurring diseases, there are also some new types of food safety threats. We are all concerned about the new type of human spongiform encephalopathy associated with 'mad cow disease' in cattle, the health risks of new technologies as for example in genetically manipulated foods, and the long-term health impacts of chemicals (e.g. dioxins, pesticides, mycotoxins) that find their way into the food chain. We highly appreciate efforts by the World Health Organisation, the Food and Agricultural Organisation, as well as the European Union in addressing food safety issues.

It is important to observe that food safety is closely associated with nutrition. Ensuring the protection of public health is not restricted to the chemical, biological and physical safety of food. It should also aim at ensuring the intake of essential nutrients while limiting the intake of other elements in order to avoid adverse health effects, including anti-nutritional effects. Scientific information has shown that an adequate and varied diet is a very important factor in maintaining good health and overall well-being. This is particularly true now that new types of products are appearing on the market with modified nutritional value, which can influence the behaviour and well-being of consumers either favourably or unfavourably. In addition, the information which would allow the consumer to make the correct choices is not systematically available in a clear and accessible way. The WHO and European Union action plans cover both topics.

In Hungary the Ministry of Health has worked actively on food safety and nutrition for almost one hundred years. Through the Medical Officer's Service, the public health sector has always been participating in the control of food production and distribution in Hungary.

The National Public Health and Medical Officers' Service is an organisation of nation-wide powers that performs state tasks and has the broadest authority. The Public Health Service exercises supervision over the public health and epidemiological conditions of the country, including the supervision of food safety. It is an organisation committed to the improvement and protection of public health and thus is independent of economic interests.

The food safety and nutritional health duties falling within the competence of the Ministry of Health are specified by Act CLIV of 1997 on Health. In addition to providing other functions, this Act empowers the Ministry to establish microbiological, chemical and radiological limits for foods and the public health requirements for food production and distribution, and to ensure the prevention and investigation of food-borne toxins and infections.

The notification of food-borne toxins has been compulsory in Hungary since 1952, and since 1960 processed and summarised data have been available. Such toxins and even the suspicion thereof must be reported by the observing physician and the manufacturer or distributor of the food containing the toxin.

After the investigation, data are sent through a well-structured and regularly operated registration and reporting system to the National Institute of Food Hygiene and Nutrition. This public health institution is the contact point of the WHO Surveillance Programme for Control of Food-borne Infections and Intoxications in Europe, and forwards the data to the WHO at regular intervals.

According to the statistics, the number of food poisoning occurrences has shown a gradually increasing pattern from the beginning of the nineties to the end of the last century. Most food poisoning events occur in private households, but the highest occurrence was observed among people using mass catering, particularly children. Most deaths occur because of the consumption of poisonous mushrooms. The majority of food infections are caused by zoonotic (animal-to-man) pathogens, mainly salmonella and campylobacter. Recently the number of salmonella infections has declined, but the number of intestinal infections of unknown etiology has shown an increasing trend.

For food-borne infections and toxins, a rapid hazard alert system is also in operation and certain especially important events must be reported immediately through the rapid system to the specified contact points. The Hungarian system of reporting and registration of food-borne toxins is reliable even by European standards.

The Hungarian Ministry of Health is well aware of the importance of food safety to public health and has taken important initiatives in this regard.

In 2001 the Ministry of Health prepared and the Government approved a comprehensive national programme, the "For a Healthy Nation Public Health Programme for 2001-2010".

The programme includes food safety and nutrition aspects that can be implemented under the co-ordination of the health administration. To this end the short-term program has set the goal of reducing the incidence of food infections and food poisoning, promoting education and training, and improving authority activities under ministerial control. To start the long-term activity program, the

elaboration of a comprehensive national food safety program – based on the 'from farm to table' principle – is proposed, in order to address not only the need to reduce the occurrence of food infections and food poisoning, but also the handling of new challenges such as the diagnostics for new pathogens, the health impacts of new technologies, the supervision of genetically manipulated foods, etc. Improvement of the authority's food safety control activities forms a major part of the program, as well as the integration of food safety data – now performed by different ministries – in a common monitoring and surveillance system.

To improve the health status of the population through promoting food safety, needs a range of multisectorial and multidisciplinary actions, and a holistic approach from production to consumption.

However, it must not be forgotten that the main goal of all measures and programmes is to ensure the health of the population. This is the reason why human health institutions have to have a major and determining role in food safety, in co-operation with the other concerned parties.

I hope that the Pan-European Food Safety Conference will enhance this good co-operation and will serve as a solid basis for further effective and efficient activity.

I wish to every participant a productive and interesting conference.

Thank you for your kind attention.

Introductory Remarks

by
Mr. Hartwig de Haen, Assistant Director-General
Economic and Social Department
Food and Agriculture Organization of the United Nations

Excellencies, ladies and gentlemen,

Welcome to this Pan-European Conference on Food Safety and Quality. On behalf of FAO, and together with our sister agency, the WHO, I would like to thank the Minister of Agriculture and Regional Development of Hungary, for his Government's kind offer to host this important Conference here in Budapest.

I am very happy to see so many high-level delegations from countries of Western, Central and Eastern Europe present. This, indeed, is a Pan-European Conference. I am particularly glad that a large number of private sector organizations are also represented. Your broad attendance affirms that food safety and quality are matters of concern of all stakeholders in the food chain – from "farm and fisher boat to fork".

It is our hope that this Conference - a first in Europe - will send a strong signal to all involved in the food chain for the benefit of the consumers in the region. Obviously, the Conference comes timely as many countries are in the midst of reforms and as the EU Food Authority has just been created.

Key issues

Ladies and Gentlemen,

The access to safe food of good quality for all people in Europe is certainly an important objective with which this Conference will deal. But, currently, the region is struggling with a number of constraints that hamper this goal.

In my view, there are three key challenges confronting the European region.

First, we must recognize that, in spite of great progress in many parts of the region, all countries face some serious food safety risks which their consumers wish to see resolved.

Secondly, the countries of the region need to find ways how to maintain the diversity of their food production systems and consumption habits while seeking to harmonise as far as adequate their food safety control systems.

And finally, there is a pressing need for better Pan European co-operation in research, information exchange and effective response to food safety risks.

1. Food safety concerns across Europe

Ladies and gentlemen,

Today we know better than ever how to control the safety and increase the quality of food. I dare say that food has never been safer than it is today in Europe. However, this should not lead us to complacency. Through improved monitoring and reporting we are finding more and more cases of people suffering and even dying from food-borne diseases. This is unacceptable.

Several food emergencies have shocked European producers and consumers in recent years. WHO data indicate that as many as one person in three in industrialised countries may be affected by food borne illness each year, resulting in human suffering and even death in some instances. The economic cost runs into billions of dollars each year.

To mention just a few examples; not only is the spread of BSE in Europe an enormous burden on the industry. The difficulty of controlling Salmonella contamination and the pollution of food and drinking water from dioxins and pesticides are also a continuous threat to human health.

The ways how the systems can be improved are currently under review in many countries of the region and you are gathered here to exchange experience and ideas in this respect. The traditional way to control the safety of food has often been to examine the finished product. However, concentrating on just the last link in the chain has sometimes been rather costly when food was found to be contaminated and had to be rejected or disposed of. To save costs and prevent contamination, food safety must begin with good agricultural practices. There seems to be growing agreement that food safety needs to be ensured through approaches 'from farm to fork'. We in FAO agree to this and we are just finalizing guidelines on it.

In practical reality, national policies and regulations on food safety and quality are still very diverse in Europe. Food safety control systems in Central and Eastern Europe as well as in Central Asian Republics are very different from the EU. They also vary among each other and many need improvement. European consumers demand transparent and unbiased guarantees about the safety and quality of their food. Likewise, producers and processors require standards and best practices that meet the demands of consumers, while remaining competitive regionally and internationally.

2. European diversity and harmonisation of food standards

The second issue confronting Europe is the desire of European countries to maintain diversity in food systems while seeking to promote higher standards of food safety and facilitate trade.

Europe is certainly not aiming for a single standard diet. The challenge is: harmonisation in diversity. Europe's cultural diversity is reflected, *inter alia*, in its variety of foods and diets. Local dietary traditions are highly valued by consumers. Food is and will remain an important element of cultural identity and diversity of Europe.
European countries account for more than one-half of international agricultural trade world-wide. Moreover, three-fourth of the trade of European countries represents exchanges between European countries themselves.

Many Central and Eastern European countries participate only marginally in this trade at the present time. But they have excellent potential for agricultural exports within the European region if they can establish and demonstrate the efficacy of their food control systems.

We note that the SPS Agreement of the WTO allows countries to have stricter safety standards than others provided these are based on acceptable risk assessments. But I would submit that common standards can help significantly to facilitate trade, both within Europe and with the rest of the world, while safeguarding food quality and safety.

3. Pan-European co-operation as tool for development

The third issue is co-operation. Food safety and quality is a shared responsibility, not only between parties in the food chain but also between countries. Europe needs to discover ways of co-operation within the region to make food safer and to make food safety and quality more acceptable and transparent for the consumers all over the region.

The European Union, for example, has a Rapid Alert System to warn countries if there is a food safety emergency. Many Eastern European countries are not yet participants in this system or still do not have an alternative system for rapid alert.

But co-operation and exchange of experience can and should not be limited to Europe. The recent decision to temporarily stop imports of shrimp and a few other food items from China is a good example to underline the importance of science based and efficient food safety control systems everywhere. This was exactly the theme of the Global Forum in Marrakech last month.

Lessons from the Global Forum for Food Safety Regulators

The Forum made it very clear that food safety should no longer be treated as a luxury of the rich but as a right of all, in developed as well as developing countries. There is considerable scope to reduce food borne illnesses in the world through adoption of more efficient food regulation systems. It became also evident that the regulatory process must involve all stakeholders, including the consumers. Moreover there was agreement that developing countries need urgently assistance in capacity building to improve their food safety control systems, and this in the interest of their own consumers as well as their exports. Higher quality and safety of food imported from developing countries is also in the final interest of the consumers in countries of Europe.

I do hope that this Pan-European Conference will build on the results of the Global Forum and go into more details with regard to particular problems of the European region.

Conclusion

In conclusion, from FAO's point of view, I would suggest that this Pan-European Conference might wish to examine the following points in further detail:

1. European countries can still do a lot to bring their different food safety and quality control systems and their performance **closer together**.

2. Food safety control needs to comprise the **entire food chain** from farm to folk. Food safety begins at the source of production and requires involvement of all operators concerned, primary producers, processors and handlers. In this regard, agriculture and health institutions must work together to ensure food safety.

3. Risk assessment and management systems to deal with hazards in food must **be science-based.** In this regard there is particular urgency to make further progress in the area of hazards of microbiological origin.

4. **Pan-european co-operation** in research, education and capacity building are crucial to improve food safety and quality. There are large opportunities for improving exchange of research data and to link the European information systems with existing international food safety databases.

5. Pan-European participation is needed in all aspects of **food safety emergency systems**, ranging from rapid alert to rapid response.

6. Transparency, participation and openness are essential to enhance and regain the **confidence of European consumers** in the safety and quality of the food they buy.

Ladies and gentlemen,

FAO and WHO have jointly convened this first Pan-European conference to provide you a platform to discover the most appropriate ways to improve the safety and quality of European food supply.

The Conference Papers and Room Documents submitted to the Conference, illustrate some of the opportunities that may be taken: cooperation in food policy development, networking in science and research and the harmonisation of emergency warning systems across Europe.

Before closing, I wish to reconfirm our organisation's willingness to assist you in meeting your common objectives. Through our advice and technical assistance, various expert advisory bodies and by providing the Secretariat for the Codex Alimentarius Commission, we stand ready to assist the countries of the European region in their objective to have science based food control systems in place so as to ensure safe and high quality food for all. Let me also use this occasion to draw your attention to FAO: WFS-five years later in June in Rome this year. This will be another occasion to draw the attention of highest political leaders to the need to give food safety top priority in all countries.

I wish you success in identifying common policy priorities and inspiration in identifying opportunities of Pan-european cooperation.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

PEC/REP **Annex e 4**

Summary of the keynote address by Minister Brinkhorst

Minister Brinkhorst in his keynote address complimented the FAO and WHO for their joint organization of this Pan-European Conference on Food Safety and Food Quality. He supported the appeal of FAO ADG Mr de Haen for a successful World Food Summit: five years later. Mr Brinkhorst underlined the essential link between food safety and food security. He underlined that FAO traditionally focussed until now on food security. And FAO should continue to do so, he said, looking to the number of undernourished people worldwide. But looking to the developments in Europe a link between food security and food safety, which is one of the political issues in Europe, is essential. In that context FAO has a challenge for the European Region.

Europe is going through a historically important period. Through enlargement of the European Union from the present 15 to possibly 25 countries a large Internal Market is being created. On the one hand harmonization of food safety standards is at stake, on the other hand quality is at stake in terms of the wish to maintain diversity of food products. The challenge is to find a balance between harmonization and diversity.

Globally, consumer preference is shifting towards higher-quality products. In response to this, a shift of the agriculture sector, which was traditionally product-oriented, to a sector driven by demand, is needed.

A fundamental condition of enlargement is non-discrimination between farmers in the European Union and farmers in the accession countries. Consequently, a balance should be pursued between phasing in of income support to farmers in accession countries and phasing down of income support to farmers in EU-countries. Minister Brinkhorst was of the opinion that food safety plays up till now a far too limited role in the enlargement discussions. Enlargement will only be successful if consumers in the EU can trust food imports from the accession countries. Free circulation of safe food in Europe requires standardisation of food safety systems.

The minister indicated that he expected from the conference tangible results in the field of:

- strengthening of the work on Risk Analysis which will get an impulse by the creation of the European Food Safety Authority;
- support to institution and capacity building in developing countries in order to enable these countries to fully benefit from market access opportunities in Europe, which need to be increased; developed countries have a moral duty to support developing countries; it is particularly difficult for developing countries to meet European food safety requirements; however, Europe owes it to its own consumers to maintain the safety standards at high levels;

- increasing co-operation between national institutions in different European countries on science and policy, where FAO, WHO and OIE could play an important role;
- development and improvement of information and communication systems, including systems which could provide early warning of potential food safety risks; examples are the existing Rapid Alert System and the Emerging Risk Identification System (yet to be developed).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

PEC/REP **Annex e 5**

Conférence paneuropéenne sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments

Budapest (Hongrie), 25 - 28 février 2002

Documents de la Conférence

Titre du document	Cote du document
Thème I: la coopération pour la promotion des politiques et du progrès scientifique	PEC 01/13
Questions d'actualité et problèmes non résolus Moyens de les gérer (France)	PEC 01/03
Statistiques sur les maladies d'origine alimentaire en Europe Risques microbiologiques et chimiques	PEC 01/04
Le système de la sécurité sanitaire des aliments en Pologne - Situation actuelle et perspectives de changement	PEC 01/05
Exemples d'approche globale et intégrée pour l'analyse des risques dans la filière alimentaire – expériences et enseignements Une approche intégrée de la sécurité alimentaire dans la filière alimentaire et au delà: Suède, Finlande et Commission européenne	PEC 01/06
La coopération entre les instances politiques et scientifiques, la mise en réseau des informations et l'amélioration des capacités dans le domaine de la sécurité sanitaire et la qualité des aliments (Hongrie et Pays-Bas)	PEC 01/07
Théme II: la coopération pour la promotion de l'information et des communications	PEC 01/14
Le SYSTEME D'ALERTE RAPIDE POUR LES ALIMENTS DE L'UNION EUROPEENNE ET SON EXTENSION POSSIBLE AUX AUTRES PAYS DE LA REGION EUROPE Elaboration de stratégies harmonisées à l'échelle régionale pour la sécurité des produits alimentaires et la mise en place de réseaux de communication sur la sécurité des aliments	PEC 01/08
Systéme d'identification des risques émergents - ERIS é change et mise en réseau de l'information (Pays-Bas et Roumanie)	PEC 01/09
Mécanisme international d'échange d'informations officielles sur la sécurité sanitaire des aliments et la santé des animaux et des plantes	PEC 01/10
Information et participation des consommateurs à la communication interactive entre consommateurs sur la sécurité sanitaire, les risques et la qualité des aliments	PEC 01/11
Projet synopsis de recommandations	PEC 01/12

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

PEC/REP **Annexe 6**

Conférence paneuropéenne sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments

Budapest (Hongrie), 25 - 28 février 2002

Documents de séance

Titre du document	Cote du document
Ouverture de la session (anglais seulement)	PEC/CRD 01
Points essentiels pour discussion (anglais seulement)	PEC/CRD 02
Rapport final	PEC/CRD 03
Food Safety and Quality in Europe - emerging issues and unresolved problems; introductory document	PEC/CRD 04
Developments of international agricultural trade in the European Region	PEC/CRD 05
FAO Veterinary Public Health and Food and Feed Safety Programme: the Safety of Animal Products from Farm to Fork	PEC/CRD 06
Advantages of implementing Codex Alimentarius Standards for the Republic of Moldova	PEC/CRD 07
Constraints in CEEC countries to Achieving International Laboratory Accreditation	PEC/CRD 08
Food Quality and Safety Activities in Albania	PEC/CRD 09
Experiences of the Slovak Republic in the FAO Project	PEC/CRD 10
Experiences in Application of HACCP Systems in small and medium sized Businesses in Hungary	PEC/CRD 11
Development of Consumer Organizations in Europe	PEC/CRD 12
Le froid pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments	PEC/CRD 13
Coordination des réseaux santé publique, vétérinaire et consommation	PEC/CRD 14
The situation of food safety and quality in the Azerbaijan Republic	PEC/CRD 15
Food Safety (Italy)	PEC/CRD 16
WHO Surveillance Programme for Control of Foodborne Infections and Intoxications in Europe	PEC/CRD 17
General Principles of Food Law in the European Union	PEC/CRD 18
The European Food Safety Authority	PEC/CRD 19
Concept of the Virtual Food Safety Agency	PEC/CRD 20

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

PEC/REP **Annex 7**

FAO/WHO PAN-EUROPEAN CONFERENCE ON FOOD SAFETY AND QUALITY

BUDAPEST, HUNGARY, 25 – 28 FEBRUARY 2002

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES

Список Участников

Albania
Albanie

Mr Maksim Deljana
Director
Food Research Institute
Riga M. gjollesha no. 56
Tirana
Tel: +355.42.26770
Fax: +355.42.59160
E-mail: mdeliana@adanet.net

Mr Nazri Haxhiu
General Director for Food Quality
Ministry of Agriculture and Food
Tel: +355.422.682
Fax: +355.222.682

Austria
Autriche

Mag. Bettina Brandtner
Federal Ministry of Agriculture, Forestry, Environment and Water Management
Division 111/4
Stubenring 1
A1012 Vienna
E-mail: Bettina.brandtner@bmlfuw.gv.at

Mr Johannes Kresbach
Federal Ministry of Agriculture, Forestry, Environment and Water Management
Division III 3
A-1012 Vienna
Tel: +431.71100.2753
Fax: +431.71100.2959
E-mail: johannes.kresbach@bmlfuw.gv.at

Dr Alexander Zilberszac
Head of Unit
Federal Ministry for Social Security and Generations
Division IX/B/2
Radetzkystrasse 2
A-1031 Vienna
Tel: +431.71100/4617
Fax: +431.71100/4681
E-mail: Alexander.Zilberszac@bmsg.gv.at

Mr Ernst Zimmerl
Austrian Embassy
Benczur Utca 16
1068 Budapest
Tel: 344.6511
Fax: 352.8795
E-mail: stvbudapest@tr.bmlf.gv.at

Azerbaijan
Azerbaïdjan
Azerbaiyán

Mr Ramiz Alesger Alijev
Deputy Head of Department
Ministry of Agriculture
Government House
U. Hajibayov St. 10
370016 Baku
Tel: +99412.982801
Fax: +99412.980257
E-mail: intagry@azerin.com

Mr Radik Mammad Kerimov
Senior Officer
Ministry of Agriculture
Government House
U. Hajibayov St. 40
370016 Baku
Tel: +994.12.905127
Fax: +994.12.965018
E-mail: intagry@azerin.com

Belarus
Bélarus
Belarús

Natallia Kalamyts
Deputy Director
Ministry of Health
Republican Scientific Practical
Centre for Expert Evaluation of
Food Quality and Safety
P. Brovki str. 3
220013 Minsk
Tel: +37.017.232.3093
Fax: +37.017.232.5421
E-mail: fdcenter@anitex.by

Mr Zenkerich Uladzimir
Ministry of Health
Mjasnikova str. 39
Minsk
Tel: 37.222.6720
Fax: 37.222.4627
E-mail: fdcenter@anitex.by

Belgium
Belgique
Bélgica

M. Frédéric Bertrand
Inspecteur sanitaire
Inspection générale des denrées alimentaires
Boulevard Palmelo No. 19
Bte 5
1010 Brussels
Tel: +322.210.4845
Fax: +322.210.4816
E-mail: Fréderic.bertrand@health.fgov.be

Bosnia and Herzegovina
Bosnie-Herzégovine
Bosnia y Herzegovina

Ms Sabahka Radjo
First Secretary
Ministry of Foreign Affairs
Musala 2
71000 Sarajevo B-H
Tel: +387.33.281.158
Fax: +387.33.472.188
E-mail: sradjo@yahoo.com

Bulgaria
Bulgarie

Mr Nicolay Rizov
National Centre of Hygiene, Medical Ecology
and Nutrition
Bul. D. Nesterov 15
1431 Sofia, BG
Tel: +3592.9581894
Fax: +3592.8581277
E-mail: n.risov.@nchnmen.government.bg

Ms Iliana Ivanova
Expert
Department International Relations
Ministry of Agriculture and Forestry
55 Hristo Botev Blvd
1000 Sofia
Tel: +3592.985.11.243
E-mail: iliana@mzgar.government.bg

Dr Neliya Dimitrova Mikushinska
State Expert
State Sanitary Directorate
Ministry of Health
Sveta Nedelia 5
Sofia
Tel: +359.2.9301212
Fax: +359.2.9883413
E-mail: nmikushinska@mh.government.bg

Croatia
Croatie
Croacia

Dr Krunoslav Capak
Head of Environmental Health Department
Croatian National Institute of Public Health
Rockefellerova 7
10000 Zagreb
Tel: +385.14683007
Fax: +385.14683007
E-mail: krunoslav.capak@hzjz.hr

Ms Tea Havranek
State Office for Standardization and Metrology
Ulica Grada Vukovara, 78
10000 Zagreb
Tel: +385.16106005
Fax: +385.16106005
E-mail: teaH@dznm.hr

Ing Marijan Katalenic
Head of Department
Croatian National Institute of Public Health
Rockefellerova 7
10000 Zagreb
Tel: +385.14863255
Fax: +385.14683007
E-mail: marijan.katalenic@zg.tel.hr

Mrs Jasenka Miholić
World Bank Project Cooordinator
Ministry of Agriculture and Forestry
Ulica Grada Vurovara 78
10000 Zagreb
Tel: +385.1.6106634
Fax: +385.1.6106678
E-mail: jmiholic@mps.hr

Mrs Božica Rukavina
Head of Unit
Ministry of Agriculture and Forestry
Ulica Grada Vukovara 78
10000 Zagreb
Tel: +385.1.6106692
Fax: +385.1.6109206
E-mail: rukavina@mps.hr

Mrs Edita Volar-Pantić
Senior Advisor
Ministry of Agriculture and Forestry
Ul. Grada Vukovara 78
10000 Zagreb
Tel: +385.1.6106628
Fax: +385.1610.6678
E-mail: edita.volar@mps.hr

Cyprus
Chypre
Cipre

Mrs Dina Akkelidou
Director
Ministry of the State General Laboratory
44 Kimonos Street
Acropoli
1451 Nicosia
Tel: +357.22.505076
Fax: +357.22.316434
E-mail: sgl@cytanet.com.cy

Dr Phedias Loucaides
Chief Veterinary Officer
Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment
Veterinary Services
1417 Nicosia
Tel: +357.2.805200
Fax: +357.2.332803
E-mail: vet.services@cytanet.com.cy

Czech Republic
République tchèque
República Checa

Dr Karel Daniel
Veterinary Surgeon
Foreign Liaison Committee
Chamber of Veterinary Surgeons
Palacheko 1-3
Brno
Tel: +420.603.305047
E-mail: karel.daniel@quick.cz

Dr Zdenek Hajek
Vice President
Foreign Liaison Committee
The Chamber of Veterinary Surgeons
Palacheko 1-3
Brno
Tel: +420.362.212714
Fax: +420.362.212714
E-mail: sannet@volny.cz

Mrs Ivana Kotásková
Head of European Integration and Foreign Affairs Unit
Czech Agriculture and Food Inspectorate
Květná 15
60300 Brno
Tel: +420.2.43540249
Fax: +420.2.43540202
E-mail: kotaskova@czpi.cz

Ing Eva Přibylová
Officer in Charge – Food Production Department
Ministry of Agriculture
Těšnov 17
117 05 Praha 1

Dr Milan Malena
Head of Hygiene
Ministry of Agriculture
Těšnov 17
117 05 Praha 1
Tel: 410.2.2181.2623
Fax: 410.2.2231.2979

Denmark
Danemark
Dinamarca

Mr Poul Hoffmann
Head of Section
Ministry of Food, Agriculture & Fisheries
Holbergsgadez
DK 1057 Copenhagen K
Tel: + 45.33.922015
Fax: +45.33.145042
E-mail: pho@fvm.dk

Mr Knud Østergaard
Head, Int. Secr.
Danish Veterinary and Food Administration
Mørkhoj Bygade 19
2860 Søborg
Tel: +45.33.956120
Fax: +45.33.956299
E-mail: koe@fdir.dk
Mr Søren Skafte
C.E.O.
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries
Holbergsgade 2
1057 Copenhagen K
Tel: +45.33.923730
Fax: +45.33.123670
E-mail: ssk@fvm.dk

Estonia
Estonie

Dr. Hendrik Kuusk
Head of Department
Veterinary and Food Department
Ministry of Agriculture
39/41 Lai Str.
15056 Tallinn
Tel: +372.6256.210
Fax: +372.6256.210
E-mail: hendrik.kuusk@agri.ee
Mr Martin Minjajev
Head of Food Surveillance Office
Ministry of Agriculture, Veterinary and Food Department
39/41 Lai Str.
15056 Tallinn
Tel: +372.6256.211
Fax: +372.6256.210
E-mail: martin.minjajev@agri.ee

Ms Kairi Ringo
Head of Office
Ministry of Agriculture
39/41 Lai Str.
15056 Tallinn
Tel: +372.6256.212
Fax: +372.6256.210
E-mail: kairi.ringo@agri.ee

European Community -Member Organization
Communauté européen -Organisation affiliée
Comunidad europea - Organización afiliada

Dr Patrick Dewevre
Principal Administrator
European Commission
DG SANCO – B 232 4148
200 Rue de la Loi
B– 1049 Brussels, Belgium
Tel: +32.2.296.2958
Fax: +32.2.296.7674
E-mail: patrickdewevre@cec.eu.int

Mr Jens Nymand-Christensen
Head of Unit
International Food Questions
The European Commission
Directorate-General, Health and Consumer Protection
200 Rue de la Loi
B-1040 Brussels, Belgium
Tel: +32.2.2995026
Fax: +32.2.2962792
E-mail: jens.nymand-christensen@cec.eu.int

Mr Paul Merlin
Pre-Accession Adviser
European Commission
Ministry of Agriculture and Regional Development
Kossuth ter 11
1055 Budapest
Hungary
Tel: +36.1.301.4845
E-mail: paul.merlin@frm.hu

Mr Ferenc Simon
Agricultural Adviser
European Commission Delegation Budapest
Tel: +36.1.209.9755
E-mail: ferenc.simon@cec.eu.int

Finland
Finlande
Finlandia

Dr Jorma Hirn
Director General
National Food Agency
P.O. Box 28
00580 Helsinki
Tel: +358.9.3931.510
Fax: +358.9.3931.592
E-mail: jorma.hirn@elintarvikevirasto.fi

Dr Kaija Hasunen
Ministerial Adviser
Ministry of Social Affairs and Health
P.O. Box 33
00023 Government
Tel: +358.9160.4035
Fax: +358.9.160.4492
E-mail: kaija.hasunen@stm.vn.fi

Dr Jaana Husu-Kallio
Director-General
Ministry of Agriculture and Forestry
Food and Health Department
P.O. Box 30
00023 Government
Tel: +358.9.1603385
Fax: +358.9.1604777
E-mail: jaana.husu-kallio@mmm.fi

Ms Anna-Liisa Koskinen
Commercial Counsellor
Ministry of Trade and Industry
P.O. Box 32
FIN - 00023 Government
Helsinki
Tel: +358.9.1603716
Fax: +358.9.1602670
E-mail: anna-lisa-koskinen@ktm.vn.fi

France
Francia

Dr I. Chmitelin
Directrice générale adjointe
de l'alimentation, CVO
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction générale de l'alimentation
251, rue de Vaugirard
75732 Paris Cedex 15
Tel: +33.1.49558177
Fax: +33.1.49555591
E-mail: isabelle.chmitelin@agriculture.gouv.fr

Dr Paul Mennecier
Chef de la Mission de coordination sanitaire internationale
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction Générale de l'Alimentation
251, rue de Vaugirard
75732 Paris Cedex 15
Tel: +33 1.49558120
Fax: +33.1 49555591
E-mail: paul.mennecier@agriculture.gouv.fr

Mme Marie Hélène Loulergue
Deputy Director
Agence française de sécurité sanitaire des aliments
23 avenue du Général de Gaulle
B.P. 19
97401 Maisons Alfort cedex
Tel: +33.1.49.77.26.97
Fax: +33.1.49.77.2613
E-mail: mh.loulergue@afssa.fr

Dr Jean-Louis Multon
Responsable Développement International
Institut National de la Recherche Agronomique
147 rue de l'Université
75338 Paris Cedex 07
Tel: +33.1.4275.9250
Fax: +33.1.4275.9377
E-mail: multon@paris.inra.fr

Dr Anne Pinteaux
Mission OMS
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
8 Avenue de Ségur
75350 Paris 07 SP
Tel: +33.1.4056.7372
Fax: +33.1.4056.7243
E-mail:
ANNE.PINTEAUX@SANTE.GOUV.FR

Dr Colette Roure
Médecin général Santé Publique
Ministère de la Santé
Direction générale de la Santé
8 Avenue de Ségur
75350 Paris 07 SP
Tel: +33.1.4056.4636
Fax: +33.1.4056.5056
E-mail: colette.roure@sante.gouv.fr

M. Aristide Sun
Chargé de Mission
Ministère de l'economie, des finances
et de l'industrie
Direction générale de la concurrence,
de la consommation et de la repression des fraudes
59 Boulevard Vincent Auriol
75013 Paris
Tel: +33.1.4497.2963
Fax: +33.1.4497.3037
E-mail: aristide.sun@dgccrf.finances.gouv.fr

Professeur Michel Thibier
Répresentant Permanent Adjoint de la France auprès de la FAO
Representation Permanente de la France
auprès de la FAO
Corso del Rinascimento, 52
00186 Rome
Italy
Tel: +39.06.68405240
Fax: +39.06.6892692
E-mail: rpfrancefao@interbusiness.it

Georgia
Géorgie

Mr David Grigolia
Head of The Food and Processing Industry Department
Ministry of Agriculture and Food
41 Kostava Street
380023 Tbilisi
Tel: +995.32.921174
Fax: +995.32.923300
E-mail: dgrigolia@hotmail.com

Dr Nikoloz Shavdia
Head of the Inspectorate - State Sanitary Doctor General of Georgia
Ministry of Labour, Health and Social Affairs
23 Kazbegi Ave
Tbilisi 380060
Tel: +995.32.39.34.72
Fax: +995.32.94.02.19
E-mail: hygiena@caucasus.net

Germany
Allemagne
Alemania

Dr Hans Boehm
Head, Department of Food Safety, Food Hygiene and Food Trade
Federal Ministry of Consumer Protection, Food and Agriculture
Rochusstr.1
53123 Bonn
Tel: +49.228.529.4675
Fax: +49.228.529.4944
E-mail: hans.boehm@bmvel.bund.de

Mr Bruno Hoffstadt
Agricultural Counsellor
German Embassy
Budapest
E-mail: La1@buda.answaerhges-amb.de

Ms Dr Sieglinde Stähle
Scientific Manager
German Federation for Food Law and Food Science
Bonn
Godesberger Allee 142-148
53175 Bonn
Tel: +49.228.819930
Fax: +49.228.8199388
E-mail: sstaehle@bll-online.de

Dr Carl-Josef Weiers
Permanent Representation of the Federal Republic of Germany to FAO
Via di San M. della Battaglia, 4
I-00185 Rome
Italy
Tel: +39.06.4921.3280
Fax: +39.06.4921.3281
E-mail: mail@staendigevertretungrom.it

Hungary
Hongrie
Hungría

Dr Diána Bánáti
Chairperson of Pan-European Conference
Director-General
Ministerial Commissioner for Food Safety
Central Food Research Institute
Herman Ottó no. 15
Budapest
Tel: +36.1.3558.991
Fax: +36.1.212.9853
E-mail: d.banati@cfri.hu

Mrs Livia Acsai Kobolka
Head of Department
Department for Animal Health and Food Control
Ministry of Agriculture and Regional Development
Kossuth ter 11
1055 Budapest
Tel: +36.1.301.4181
Fax: +36.1.301.4637
E-mail: livia.kobolla@fum.hu

Dr József Farkas
Professor of Food Science
Faculty of Food Science
Szent István University
Ménese út 45
1118 Budapest
Tel: +36.1.3726303
Fax: +36.1.3726321
E-mail: jfarkas@alarmix.net

Dr. Agnes Fekete Horváth
Head of Division
Department for Animal Health and Food Control
Ministry of Agriculture and Regional Development
Kossuth ter 11
1055 Budapest
Tel: +36.1.301.4407
Fax: +36.1.301.4822
E-mail: agnes.howath@fum.hu

Dr István Geri
Deputy Director General
General Inspectorate for Consumer Protection
1088 Budapest
Tel: +36.1.459.4825
Fax: +36.1.210.0740
E-mail: i.geri@fvf.hu

Dr Anna John
Deputy Head of Department
Ministry of Health
Tel: +36.1.311.9489
Fax: +36.1.311.9489
E-mail: john.anna@

Dr Attila Nagy
Commissioner of the
Ministry of Health

Dr Imola Kisérdi Palló
Senior Counsellor
Ministry of Agriculture and Rural Development
H-1055 Budapest
Kossuth ter 11
Tel: +36.1.301.4463
Fax: +36.1.301.4659
E-mail: imola.pallo@fvm.hu

Mr István Pauer
Senior Adviser
National Association of Food Processors
H-1012 Budapest
Tel: +36.1.202.5586
Fax: +36.1.355.5052
E-mail: pauer@etosz.hu

Dr. Endre Rácz
Head of Unit
Ministry of Agriculture and Regional Development
Budapest
Tel: +36.1.301.4383
Fax: +36.1.301.4808
E-mail: endre.racz@fvm.hu

Dr Imre Rodler
Director
National Institute for Food Hygiene and Nutrition
Budapest
Tel: +36.1.215.5393
Fax: +36.1.215.1545
E-mail: h8649rod@ella.hu

Dr Mária Szabó
Deputy Director
National Institute for Food Hygiene and Nutrition
Budapest
Tel: +36.1.215.5393
Fax: +36.1.215.1545
E-mail: h5727sza@ella.hu

Dr Zoltán Veres
National Food Investigation Institute
Mester u. 81
1095 Budapest
Tel: +36.1.456.3010
Fax: +36.1.215.6858
E-mail: veresz@indigo2.oai.hu

Iceland
Islande
Islandia

Dr Halldor Runolfsson
Chief Veterinary Officer
Ministry of Agriculture

Veterinary Services of Iceland
Solvholsgata 7
150 Reykjavik
Tel: +354.560.9750
Fax: +354.552.1160
E-mail: halldor.runolfsson@lan.stjr.is

Ireland
Irelande
Irlanda

Dr Patrick Gerard Wall
Chief Executive
Food Safety Authority of Ireland
Abbey Court Lower
Abbey Street
Dublin 1
Tel: +3531.817.1301
Fax: +3531.817.1301
E-mail: pwall@fsai.ie

Mr Jarlath Coleman
Head, Food Safety Liaison Unit
Department of Agriculture, Food and
Rural Development
Kildare Street
Dublin 2
Tel: +3531.607.2506
Fax: +3531.607.2513
E-mail: jarlath.coleman@agriculture.gov.ie

Israel
Israël

Ms Miriam Freund
Deputy Director
Plant Protection and Inspection Services
Ministry of Agriculture
P.O. Box 78
Bet-Dagan 50250
Tel: +972.3.968.1561
Fax: +972.3.968.1582
E-mail: miriamf@moag.gov.il

Dr S. Sela
Senior Researcher
Agricultural Research Organization (ARO)
P.O.B. 6, Beth-Dagan
50250 Israel
Tel: +972.3.968.3750
Fax: +972.3.968.4428
E-mail: shlomos@agri.gov.il

Italy
Italie
Italia

Mr Paolo Ducci
Head of Delegation
Ministry of Foreign Affairs
Rome
Tel: +39.06.36915991
E-mail: ducci@esteri.it

Dr Aldo Di Biagio
Chief – Office of International Relations
Ministry of Agriculture and Forestry
Via XX Settembre, 18
00187 Rome
Tel: +39.06.488.4394
Fax: +39.06.488.4394
E-mail: uri@politicheagricola.it

Dr Romano Ferdinando
President
National Institute for Research on Food and
Nutrition (INRAN)
Via Ardeatina, 1546
00179 Rome
Tel: +39.06.5032420
Fax: +39.06.51957031
E-mail: President@inran.it

Dr GianLuigi Ferretti
Secretary General
FAO Italian National Committee
Ministry of Agriculture and Forestry
Via XX Settembre 20
00187 Rome
Tel: +39.06.4824539
Fax: +39.06.4884394
E-mail: g.ferretti@politicheagricole.it

Dr Catherine LeClercq
Researcher
National Institute for Research on Food and Nutrition (INRAN)
Via Ardeatina, 1546
00179 Rome
Tel: +39.06.5032412
Fax: +39.06.5031592
E-mail: leclercq@inran.it

Dr Giuseppe Porcelli
Director
Ministry of Health
Piazzale dell' Industria 20
00144 Rome
Tel: +39.06.5994.3238
Fax: +39.06.5994.3217

Mrs Laura Toti
Chief Researcher
Instituto Superiore di Sanita
Viale Regina Elena 299
Rome
Tel: +39.06.499.02779
Fax: +39.06.499.02045
E-mail: toti@iss.it

Kazakhstan
Kazajstán

Mrs Bakytgul Tleubekova
Chief, Department of Surveillance
Ministry of Health
66, Moscovscaya St
Astana, KZ-473000
Tel: +8317.2.317.811
Fax: +8317.2.317.807
E-mail: zdrav@nursat.kz

Mr Erik Yaunbayev
First Secretary
Embassy of the Republic of Kazakhstan
Tel: +361. 275.13.00
Fax: +361.275.20.92
E-mail: kazak@euroweb.hu

Latvia
Lettonie
Letonia

Ms Inese Alensejeva
Senior Officer
Division of Food Veterinary and Food Dept.
Ministry of Agriculture
Sq. Republic –2
Riga
LV 1981
Tel: +37.17027069
Fax: +37.17027205
E-mail: inese.aleksejeva@lm.gov.lv

Mrs Inese Bernere
Head of Quality Management Division
Ministry of Agriculture
Sq. Republic 2,
Riga, LV-1981
Tel: 37.170.27200
Fax: 37.170.27205
E-mail: inese.bernere@zm.gov.lv

Mrs Olga Orlova
Head of Department
Latvian Food Center
Kr. Valdemara Str. 38
Riga LV 1010
Tel: +371.7.021756
Fax: +371.7.021755
E-mail: orlova@lpc.gov.lv

Dr. Olafs Stengrevics
Director
Latvian Food Centre
Ministry of Welfare
Kr. Valdemara Str. 38
Riga LV 1010
Tel: +371.7.021713
Fax: +371.7.021755
E-mail: foodcenter@parks.lv
olafs@lpc.gov.lv

Lithuania
Lituanie

Ms Ausra Isariene
Head of Public Health Department
State Food and Veterinary Service
Siesiky str. 19
LT 2010 Vilnius
Tel: +370.2.404361
Fax: +370.2.404362
E-mail: aisariene@vet.lt

Ms Angele Liubeckiene
Chief of the Quality Division
Ministry of Agriculture
Gedimino av. 19
2025 Vilnius
Tel: +370.2.391132
Fax: +370.2.391129
E-mail: Angelel@zum.lt

Macedonia (The Former Yugoslav Republic of)
Macédoine (L'ex-République yougoslave de)
Macedonia (La ex República Yugoslava de)

Dr Lence Kolevska
Head of Department of Hygiene
Republic Institute for Health Protection
50 Divizija 6
1000 Skopje
Tel: +389.2.147.066
Fax: +389.2.223.354
E-mail: kendru@mail.net.mk

Dr Elisaveta Stikova
Director
Republic Institute for Health Protection
50 Divizija 6
1000 Skopje
Tel: +389.70.230.183
Fax: +389.70.223.354
E-mail: estikova@ukim.edu.mk

Mr Jane Palanov
Head, Public Health Unit
Ministry of Agriculture, Forestry and Water Economy
Veterinary Department
Tel: +389.2.144310
Fax: +389.2.144.315
E-mail: Jpalanov@veterina.gov.mk

Malta
Malte

Mr John Attard Kingswell
Manager Health Inspector
Department of Public Health
37/39 Rue D'Argens
Msida MSD 05
Tel: + 356.324.092/3
Fax: + 356.344.767
E-mail: john.attard-kingswell@snagnet.mt

Dr Ruth Ann Camilleri
Veterinary Surgeon
Department of Veterinary Services
Civil Abattoir, Albertown
Marsa
Tel: +356.238.978
Fax: +356.238.105

Mr Francis Montanaro Mifsud
Permanent Representative to FAO
Permanent Representation of Malta to FAO
LungoTevere Marzio 12
00186 Rome
Italy
Tel: +39.06.6879947
Fax: +39.06.6892687

Moldova

Mr Nicolae Opopol
President
National Codex Committee
G7A GH Asacmi Str.
Chisinau 2028
Tel: +37.32.735822
Fax: +37.32.729725
E-mail: nopopol@mednet.md

Mr. Gheorghe Sanpulachi
Chief, Department of Food Industry
Ministry of Agriculture
Bulv. Stefan cel Nare 162
Chisineau
Tel: +373.224.6975
Fax: +373.224.6975

Monaco
Mónaco

Mr Alexandre Bordero
Vétérinaire-Inspecteur
Chef de la Division de la
Sécurité Sanitaire et Alimentaire
Departement de l' Intérieur
Division de la
Sécurité Sanitaire et Alimentaire
14 Avenue Saint Charles
MC-98000 Monaco
Tel: +377.99.999983
E-mail: ABORDERO@monaco377.com

Netherlands
Pays-Bas
Países Bajos

Mr L.J. Brinkhorst
Minister for Agriculture, Nature Management and Fisheries
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
The Hague

Mr. J.F. de Leeuw
Director-General for Agriculture, Nature
Management and Fisheries
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
Bezuideshoutseweg 73
2500 ED The Hague
Tel: +31.78.370.4600

Mr L.F. Hagedoorn
Senior Policy Official
Food and Veterinary Affairs Department
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
The Hague
Tel: +31.70.378.5788
Fax: +31.70.378.6141
E-mail: l.f.hagedoorn@vva.agro.nl

Mr E.F.F. Hecker
Deputy Director
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
The Hague
Tel: +31.70.378.5686
Fax: +31.70.378.6141
E-mail: e.f.hecker@vva.agro.nl

Mr J.P. Hoogeveen
Director
International Affairs Department
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
Bezuidenhoutseweg 73
2500 EK The Hague
Tel: +31.70.378.4211
Fax: +31.70.378.6106
E-mail: j.p.hoogeveen@iz.agro.nl

Mr Cornelis B. Houtman
Wageningen University and Research Centre
Wageningen
Tel: +31.317.485.635
Fax: +31.317.484.292
E-mail: kees.houtman@alg.oob.wau.nl

Mr Hans J.P. Marvin
Research Coordinator
RIKILT
P.O. Box 230
6700 AA Wageningen
Tel: +31.317.475543
E-mail: h.j.p.marvin@rikilt.dlo.nl

Dr Gerrit Meerdink
Wageningen University
Agrotechnology and Food Sciences
P.O. Box 8129
6700 EV Wageningen
Tel: +31.317.482.221
Fax: +31.317.483.669
E-mail: gerrit.meerdink@ift.fdsci.wau.nl

Mr J.J. Neeteson
Senior Policy Officer
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
P.O. Box 20401
2500 EK The Hague
Tel: +31.70.378.2171
Fax: +31.70.378.6126
E-mail: j.j.neeteson@iz.agro.nl

Mr Andries Oldenkamp
Dutch Food Authority
The Hague
Tel: + 31.70.378.5081
Fax: + 31.70.378.6262
E-mail: a.oldenkamp@nva.agro.nl

Mr Jan A. Smak
Veterinary Attache
Dutch Embassy
Fuge utca 5-7
1021 Budapest
Hungary
Tel: +36.1.336.6308
E-mail: jan.smak@minbuza.nl

Mr Jeroen Steeghs
Deputy Permanent Representative
to FAO, WFP and IFAD
Permanent Representation of the
Netherlands
to FAO, WFP and IFAD
Via delle Terme Deciane, 6
00153 Rome
Italy
Tel: +39.06.5740.306
Fax: +39.06.574.49237
E-mail: rof@minbuza.nl

Ms A.G. Toorop
Food Policy Coordinator
Ministry of Health, Welfare and Sport
P.O. Box 20350
2500 EJ The Hague
Tel: +31.70.340.5658
E-mail: ag.toorop@min.vws.nl

Dr Rob Theelen
Policy Officer
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
P.O. Box 20401
The Hague
Tel: +31.70.378.4091
E-mail: r.m.c.theelen@vva.agro.nl

Norway
Norvège
Noruega

Mr. Harald Ribe
Assistant Director-General
Ministry of Agriculture
P.O.B. 8007 Dep.
N-0030 Oslo
Tel: +47.22.249411
Fax: +47.22.249559
E-mail: harald.ribe@ld.dep.no

Ms Bodil Blaker
Adviser
Ministry of Health
Box 8011 Dep.
0030 Oslo
Tel: +47.22.248701
Fax: +47.22.8656
E-mail: bodil.blaker@hd.dep.no

Dr Lisbeth Inger Brynildsen
Adviser
Ministry of Agriculture
P.O.B. 8007 Dep.
N-0030 Oslo
Tel: +47.22.249413
Fax: +47.22.249559
E-mail: lisbeth.brynildsen@ld.dep.no

Mrs Ragnhild Kjelkevik
Head of Unit
Norwegian Food Control Authority
P.O. Box 8187 – Dep
0034 Oslo
Tel: +47.2321.6662
Fax: +47.2321.7001
E-mail: rak@snt.no

Poland
Pologne
Polonia

Dr Lucjan Szponar
Head of the Department of Food and Nutrition Hygiene
Warsaw
Tel: +48.22.550.9620
Fax: +48.22.842.1103

Mr Miroslaw Rozycki
Senior Assistant
National Veterinary Research Institute
Al. Partyzantów 57
24-100 Pulawy
Tel: +48.81.886.3051
Fax: +48.81.886.2595
E-mail: mrozycki@piwet.pulawy.pl

Ms Marzena Wodka
Specialist in European Integration and Foreign Cooperation Department
Agricultural and Food Quality Inspection
30 Wspolna St.
00-950 Warsaw
Tel: +48.22.621.6421 Ext. 326
Fax: +48.22.621.4858/629.481
E-mail: integracjacis@cis.gov.pl

Portugal

Ing Ana Maria Amora Trincão
Vitorino Louro Alves
Adviser
Ministerio dos Negōcios Estranjeiros
Largo do Rilvas
1399-1230 Lisboa
Tel: +351.21.3946397
Fax: +351.21.3946039

Romania
Romanie
Rumania

Ing. Tudorel Balta
Chief of Standards, Brands & Licences
Food Safety and Quality
Ministry of Agriculture, Food and Forestries
24, Carol I Blvd.
Bucharest
Tel: +313.57.88
Fax: +313.50.89
E-mail: tudorel.balta@mad.ro

Dr Virgil Marcel Eftimie
Senior Veterinary Officer
National Sanitary Veterinary Agency
Blvd. Carol I 24, sect. 3
Bucharest
Tel: +40.1.3157875
Fax: +40.1.3124967
E-mail: cris.cone@maa.ro

Dr Dana Tanase
Director
National Sanitary Veterinary Agency
Ministry of Agriculture, Food and Forestries
Blvd. Carol I 24, sect. 3
Bucharest
Tel: +40.1.3157875
Fax: +40.1.3124967
E-mail: cris.cone@maa.ro

Russian Federation
Fédération de Russie
Federación de Rusia

Mr Sergey Khotimtchenko
Institute of Nutrition of Russian Academy of Medical Science
109240 Moscow
Tel: 7.095.298.1868
Fax: 7.095.298.1872
E-mail: hotimchenko@ion.ru

Mrs Elena Platonova
FAO Desk Officer
Department of International Organizations
Ministry of Foreign Affairs
32/34 Smolenskaya-Sennaya Square
Moscow
Tel: +095.244.4211
Fax: +095.244.2401
E-mail: dmo@mid.ru

Mr Valery Popovtsev
Head of Division
Ministry of Agriculture
1/11 Orlikov Per
Moscow 107139
Tel: 7.095.2074833
Fax: 7.095.975.5852
E-mail: stranger@agro.aris.ru

Mr Andrei Vershinin
Director of Department
Ministry of Agriculture
1/11 Orlikov Per
Moscow 107139
Tel: 7.095.207.8386
Fax: 7.095.288.9580

Slovakia
Slovaquie
Eslovaquia

Mr Pavol Čery
Head of European Integration and
Foreign Relations
State Veterinary Administration
Botanická 17
842 13 Bratislava
Tel: +421.2.6542.3706
Fax: +421.2.6542.3706
E-mail: cery@svssr.sk
Mrs. Katarína Chudíková
Director of Hygienic Department
State Health Institute
Trnavská 52
826 45 Bratislava
Tel: +421.2.44455.176
Fax: +421.2.44372.641
E-mail: chudikova@szusr.sk

Mrs Jana Drgoncová
Ministry of Economy of the Slovak Republic
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tel: +421.2.4854.1817
Fax: +421.2.4854.3818
E-mail: drgoncova@economy.gov.sk

Mrs Barbara Hellebrandtová
National Secretary for Co-operation of
SR and FAO
Ministry of Agriculture
Dobrovičova 12
812 66 Bratislava
Tel: +421.2.59266.288
Fax: +421.2.59266.288
E-mail: multila@land.gov.sk

Mr Milan Kováč
Director
Food Research Institute
Priemyselná 4, P.O. Box 25
824 75 Bratislava
Tel: +421.2.55574.622
Fax: +421.2.55571.417
E-mail: milan.kovac@vup.sk

Mr Alexander Madarič
Advisor
Institute of Preventive and Clinical Medicine
Limbová 14
833 01 Bratislava
Tel: +421.2.5936.9203
Fax: +421.2.5477.1094

Mr Alexander Szokolay
Advisor
Institute of Preventive and Clinical Medicine
Limbová 14
833 01 Bratislava
Tel: +421.2.5936.9203
Fax: +421.2.5477.1094

Mrs. Iveta Trustová
Head of Department of Hygiene and Nutrition
State Institute of Health
Trnavská 52
826 45 Bratislava
Tel: +421.2.44455.176
Fax: +421.2.44372.641
E-mail: truskova@szusr.sk

Slovenia
Slovénie
Eslovenia

Dr Peter Božić
Adviser to the Government
Ministry of Agriculture, Forestry and Food
Veterinary Administration
Parmova 53
1000 Ljubljana
Tel: +386.1.3001303
Fax: +386.1.4363214
E-mail: PETER.BOZIC@GOV.SI

Mrs Simona Salamon
Deputy Director
Ministry of Agriculture, Forestry
and Food
Veterinary Administration
Parmova 53
1000 Ljubljana
Tel: +386.1.400.1311
Fax: +386.1.436.1176
E-mail: SIMONA.SALAMON@GOV.SI

Spain
Espagne
España

Sra Maria-Luz Carretero
Jefe Area de ordenación alimentaria
Ministerio de Sanidad y Consumo
Paseo del Prado, 18-20
28071 Madrid
Tel: +34.91.596.20.99
Fax: +34.91.596.44.87
E-mail: mcarretero@msc.es
Dr Carlos Luis De Cuenca Esteban
Subdirector General de Planificación
Alimentaria
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Paseo Infanta Isabel, 1
28071 Madrid
Tel: 913.475.008
Fax: 913.475.728
E-mail: ccuencae@mapya.es

Sr D. Felipe Mittelbrunn García
Consejero Técnico
Subdirección General de Seguridad
Alimentaria
Ministerio de Sanidad y Consumo
Paseo del Prado, 18-20
28071 Madrid
Tel: +34.91.596.1346
Fax: +34.91.596.4487
E-mail: fmittelbrunn@msa.es

Sweden
Suède
Suecia

Mr. Stuart A. Slorach
Deputy Director-General
National Food Administration
Box 622
SE-751 26 Uppsala
Tel: +46.18175594
Fax: +46.18105848
E-mail: stsl@slv.se

Ms Pernilla Ivarsson
Deputy Permanent Representative
Embassy of Sweden
Casella Postale 7201
00100 Rome
Tel: +32.2.44194
Fax: +32.2.44194.762
E-mail: pernilla.ivarsson@foreign.ministry.se

Ms Cecilia Nordin Van Gansberghe
Deputy Director
Ministry of Agriculture, Food and Fisheries
S-10333 Stockholm
Tel: +46.8.405.2416
E-mail:
cecilia.nordin.vangansberghe@agriculture.ministry.se

Switzerland
Suisse
Suiza

Dr Urs Klemm
Vice Director
Federal Office of Public Health
CH-3003 Berne
Tel: +41.31.322.9503
Fax: +41.31.322.9574
E-mail: urs.klemm@bag.admin.ch

Dr Markus Hardegger
Scientific Advisor
Federal Office for Agriculture
Mattenhofstrasse 5
CH-3003 Berne
Tel: +41.31.324.9851
Fax: +41.31.322.2634
E-mail: markus.hardegger@blw.admin.ch

Dr Jean Vignal
Conseiller en Léglisation Alimentaire
Nestec S.A.
Avenue Henri Nestlé 55
CH-1800 Vevey
Tel: +41.21.924.3501
Fax: +41.21.924.4547
E-mail: jean.vignal@nestle.com

Tajikistan
Tadjikistan
Tayikistán

Mr. Ismonkul Bilolov
Director
Department of Standardization, Certification, Metrology and
State Trade Inspection
Dushanbe
Karavaeva str. 42/2
Tel: 99.23.72
Fax: 34.19.33

Mr Saidullo Faizullaevitch Ibrogimov
Director
Sogdis Centre for Standardization,
Metrology, Certification and Trade
Inspection
Khudjandi str. 45
Khundjand

Dr Toshali Mukimov
Chief
Department of Oliculture
Ministry of Agriculture
Tel: 27.28.81
Fax: 31.07.79

Turkey
Turquie
Turquía

Mr Halis Korkut
Head of Department
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
General Directorate of Protection and Control
Akay Caddesi No. 3
Bakanliklar
Ankara
Tel: +90.312.4253451
Fax: +90.312.4189395
E-mail: htokay2002@yahoo.com

Mr Harum Tokay
Director of Domestic Food Control
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
General Directorate of Protection and Control
Akay Caddesi No. 3
Bakanliklar
Ankara
Tel: +90.312.4186523
Fax: +90.312.4186523
E-mail: htokay2002@yahoo.com

Ukraine
Ucrania

Mr Valeriy Khrystenko
Deputy Head
State Food Department
Ministry of Agriculture
Kiev
Tel: +229.6466
Fax: +226.2923

Dr Sergiy Melnychuk
Dean of the Department of the Agricultural
Production Quality and Safety
National Agricultural University of Ukraine
15 Heroev Oboromy Str.
Kiev
Tel: +38044.267.8954
Fax: +38044.263.7155
E-mail: smelnich@hauu.kiev.ua

Dr Iryna Semerun
Head Specialist
Ministry of Health
7 M. Grushevsky St.
Kiev
Tel: +38044.293.0713
Fax: +38044.293.9484

United Kingdom
Royaume-Uni
Reino Unido

Mr Richard Harding
Head of Food Chain Strategy Division
Food Standards Agency
Aviation House
125 Kingsway
London WC2B 6NH
Tel: +44.020.7276.8483
Fax: +44.020.7276.8477
E-mail:
richard.harding@foodstandards.gsi.gov.uk

Uzbekistan
Ouzbékistan
Uzbekistán

Ms Natalya Sharipova
Chief of Food Safety Department
Ministry of Health
12, Navoi str.
70011 Tashkent
Tel: +998.71.4105720
Fax: +998.71.1441040
E-mail: yrl@who.ccc.uz

Mr Ravshan Ergashevitch Madrahimov
Chief Doctor of SES Region
Andijan Regional Sanitary and
Epidemiological Station
Bodura str. 2
Andijan
Tel: +998.71.142243
Fax: +998.71.221505
E-mail: ylr@who.ccc.uz

Yugoslavia
Yougoslavie

Mr Dragan Veselinov
Minister
Ministry of Agriculture, Forestry and
Water Management
Nemanjina 22
Belgrade
Tel: +381.11.3065.038
Fax: +381.11.3616.272

Mr Djuric Branislav
Assistant Federal Minister
Federal Ministry of Economic and Internal
Trade
Bul. M. Pupinz 2
11070 Novi Beograd
Tel: +381.311.7557
Fax: +381.117633

Mr Milos Pavloviç
Assistant Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture, Forestry and
Water Government
Nemanjina 22
Belgrade
Tel: +381.11.3069.038
Fax: +381.11.3616.272

Mrs Ljiljana Tabas
Minister Plenipotentiary
Federal Ministry for Foreign Affairs
Tel: +3811.361.8081
E-mail: lilivaly@yahoo.com
Mrs Ljiljana Trajkovic-Pavlovic
MDPHD High Adviser in Nutrition
Federal Institute of Public Health
11070 New Belgrade
Tel: +381.11.311.2381
Fax: +381.11.311.2080
E-mail: ynhealth@pff.yu

Dr Prof Gordana Ristic
Medical Faculty
Pasterova 2
Belgrade
Tel: +381.113612.762
Fax: +381.113612.762
E-mail: risticg@ennet.yu

OBSERVER MEMBERS

Holy See
Saint-Siège
Santa Sede

Mr Vincenzo Buonomo
Professeur de Droit International
Mission Permanente du Saint-Siège auprès des Institutions des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Palazzo San Calisto V
00120 Cité du Vatican
Tel: +39.06.6988.7234
Fax: +39.06.6988.7195
E-mail: osserfao@mhsfao.va

Sovereign Order of Malta

Mr Giuseppe Bonanno di Linguaglossa
Permanent Representative of SMOM
Rome
Italy
Tel: +39.06.7049.1825
Fax: +39.06.7003.433
E-mail: dlinguaglossa@tin.it

Senegal
Sénégal

Mrs Emilia Anna Maria Ursillo
Representative Ambassadeur Sénégal
Ambassade Sénégal
Corus S.r.l.
Circonvallazione Gianicolense 78
00152 Rome
Tel. +39.06.33221210
Fax: +39.06.33221210
E-mail: corus@corusevents.it

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

CENTRAL AND EASTERN EUROPE REPRESENTATION OF NGOs

Ms Marjana Peterman
Consumers Association of Slovenia – ZPS
Frankopanska 2
1000 Ljubljana
Slovenia
Tel: +386.1.474.0600
Fax: +386.1.433.3371
E-mail: SVETOVANJE@ZPS-ZVEZA.SI

CONFEDERATION OF THE FOOD AND DRINK INDUSTRIES OF THE EU (CIAA)

Dr Guido Kayaert
Vice-President
Relations with European Institutions (Nestlé)
CIAA
Avenue des Arts 43
B 1040 Brussels
Belgium
Tel: +322.529.5330
Fax: +322.529.5667
E-mail: guido.kayaert@be.nestle.com

Mr Gert H Schipper
Senior Regulatory Adviser (UNILEVER)
CIAA
Avenue des Arts 43
B 1040 Brussels
Belgium
Tel: +31.10.2174374
Fax: +31.10.2174409
E-mail: gert.schipper@unilever.com

Dr Dominique Taeymans
Scientific Director
Scientific Regulatory Affairs
CIAA
Avenue des Arts 43
B 1040 Brussels
Belgium
Tel: +322.514.1111
Fax: +322.511.2905
E-mail: d.taeymans@ciaa.be

CONSUMERS INTERNATIONAL (CI)

Ms Rachel Sutton
Food Policy Officer
CI
24 Highbury Crescent
London N5 1RX
UK
Tel: +44.207.2266663
Fax: +44.207.3540.607
E-mail: rsutton@consint.org

EUROPEAN ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION (EAAP)

Prof. Lászlo Fésüs
Vice-President
EAAP
Gesztenyés ut 1
H-2053 Herceghalom
Hungary
Tel: +36.233.19082
Fax: +36.233.19082
E-mail: lfesus@atk.hu

EUROPEAN CONSUMERS ORGANIZATION (BEUC)

Mr James Murray
Director
European Consumers Organziation
Brussels, Belgium
Tel: 32.2.743.1590
Fax: 32.2740.2802
E-mail: jim.murray@beuc.org

EUROPEAN FOOD LAW ASSOCIATION (EFLA)

Mr Conny Svensson
EFLA
Avenue l'Association 50
Rue de la Loi
1000 Brussels
Belgium
Tel: +02.218.14.70
Fax: +02.219.73.92
E-mail: eflabelgium@eas.be

EUROPEAN FEED MANUFACTURERS FEDERATION (FEFAC)

Mr Alexander Döring
Secretary General
FEFAC
223 Rue de la Loi, Bte. 3
B-1040 Bruxelles
Tel: +32.2.285.0050
Fax: +32.2.230.5722
E-mail: fefac@fefac.org

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATONS (FAO)

Mr. Hartwig de Haen
Assistant Director-General
Economic and Social Department
Via delle di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.3566
Fax: +39.06.5705.4110
E-mail: Hartwig.deHaen@fao.org

Ms M. De Lourdes Costarrica
Senior Officer
Food Quality and Standards Service
Food and Nutrition Division
FAO
Via delle Terme di Carcalla
00100 Roma
Italy
Tel: +39.06.5705.6060
Fax: +39.06.5705.4593
E-mail: Lourdes.Costarrica@fao.org

Mr David Carlisle Nowell
Agricultural Officer
IPPC Secretariat
FAO – AGPP
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.2034
Fax: +39.06.5703.6347
E-mail: Dave.Nowell@fao.org

Mr Andrew W. Speedy
Senior Officer (Feed and Animal Nutrition)
FAO – AGAP
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.2425
Fax: +39.06.5705.5749
E-mail: Andrew.Speedy@fao.org

Ms Daniela Battaglia
Animal Production Officer
Feed Safety and Feed Utilization
FAO – AGAP
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.6773
Fax: +39.06.5705.5749
E-mail: Daniela.Battaglia@fao.org

Mr. Erwin Northoff
Presss Officer
FAO
Via Delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.3103
Fax: +
E-mail: Erwin.Northoff@fao.org

FAO REGIONAL OFFICE FOR EUROPE (REU)

Mrs Claude Forthomme
Regional Representative for Europe
Food and Agriculture Organization
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.4963
Fax: +39.06.5705.5634
E-mail: Claude.Forthomme@fao.org

FAO SUB-REGIONAL OFFICE FOR CENTRAL AND EASTERN EUROPE (SEUR)

Mr J. Suchman
Sub-Regional Representative
FAO Sub-Regional Office for Central and Eastern Europe
Benczur utca 34
1068 Budapest
Hungary
Tel: +36.1.461.2001
Fax: +36.1.351.7029
E-mail: jaroslav.suchman@fao.org

Mr M. Canon
Food Standards and Nutrition Officer
FAO Sub-regional Office for Central and Eastern Europe
Benczur utca 34
1068 Budapest
Hungary
Tel: +36.1.461.2021
Fax: +36.1.361.7029
E-mail: michael.canon@fao.org
Mrs Tiina Vares
FAO Sub-regional Office for Central and Eastern Europe
Benczur utca 34
1068 Budapest
Hungary

Mr Bastiaan G. Meerburg
Animal Production Specialist
FAO Sub-regional Office for Central and Eastern Europe
Benczur utca 34
1068 Budapest
Hungary
Tel: +36.1.461.2001
Fax: +36.1.361.7029
E-mail: bgmeerburg@hotmail.com

FAO/WHO COLLABORATING CENTRE
FOR RESEARCH AND TRAINING IN FOOD
HYGIENE AND ZOONOSES

Mr Anthony Whitehead
FAO/WHO Collaborating Centre
for Research and Training in Food Hygiene
and Zoonoses
German Federal Institute for Health
Protection of Consumers and Veterinary
Medicine
Postfach 3300013
D-14191 Berlin
Germany
Tel: +49.30.8412.2155
Fax: +49.30.8412.2957
E-mail: fao-who-cc@bgvv.de

Dr Andrea Gervelmeyer
FAO/WHO Collaborating Centre
for Research and Training in Food Hygiene
and Zoonoses
German Federal Institute for Health
Protection of Consumers and Veterinary
Medicine
Postfach 3300013
D-14191 Berlin, Germany
Tel: +49.30.8412.2157
Fax: +49.30.8412.2957
E-mail: fao-who-cc@bgvv.de
a.gervelmeyer@bgvv.de

FAO/WHO COLLABORATING CENTRE
FOR VETERINARY PUBLIC HEALTH

Dr Renata Borroni
WHO/FAO Collaborating Centre for
Veterinary Public Health
Istituto Superiore di Sanità – Laboratorio
di Parassitologia
Via Regina Elena 299
00161 Rome
Italy
Tel: +39.06.49902992
+39.348.293.1723
Fax: +39.06.49.387203
E-mail: r.borroni@libero.it

**HUNGARIAN SCIENTIFIC SOCIETY
FOR FOOD INDUSTRY (MÉTE)**

Prof. Peter A. Biacs
President
Hungarian Scientific Society for Food
Industry
H-1027 Fő u. 68. Budapest
H-1372 Budapest, Pf. 433
Tel: +36.1.214.6691/214.6692
Fax: +36.1.214.6692
E-mail: mail.mete@mtesz.hu
www.mete.mtesz.hu

**INDUSTRY COUNCIL FOR
DEVELOPMENT (ICD)**

Dr Yasmine Motarjemi
Food Safety Manager
Industry Council for Development
Nestec Ltd
Avenue Nestlé 55
Vevey
Switzerland
Tel: +41.21.924.4246
Fax: +44.21.924.2810
E-mail: yasmine.motarjemi@nestle.com

**INTERNATIONAL COMMISSION OF FOOD
MICROBIOLOGY AND HYGIENE (ICFMH)**

Dr Tibor Deak
Professor
International Committee for Food
Microbiological Hygiene
Somloi ut 14-16 Budapest H-1118
Hungary
Tel: +36.1.372.6360
Fax: +36.1.372.6340
E-mail: tdeak@omega.kee.hu

INTERNATIONAL FEDERATION FOR ANIMAL HEALTH (IFAH)

Mr Anthony Mudd
IFAH
Rue Defacqz, 1
B-1000 Brussels
Belgium
Tel: +32.2.541.0111
Fax: +32.2.541.0119
E-mail: ifah@ifahsec.org

OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES (OIE)

Dr Karim Ben Jebara
Head
Animal Health Information Department
OIE
12 rue de Prony
75017 Paris
France
Tel: +33.1.4415.1898
Fax: +33.1.4267.0987
E-mail: k.benjebara@oie.int

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)

Mr Wayne Jones
Head
Food Safety Programme
Directorate for Food, Agriculture
and Fisheries
OECD
2, rue André Pascal
75775 Paris Cedex 16
France
Tel: +33.1.45247874
Fax: +33.1.44241890
E-mail: wayne.jones@oecd.org

THE WORLD ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION

Prof P. Rafai
Professor
Faculty of Veterinary Science
1078 Kenyérmezó u 4/a
Hungary
Tel: +36.1.4784242/4130
Fax: +36.1.4784243
E-mail: prafai@ns.univet.hu

WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO)

Mr David Nabarro
Executive Director
Director-General's Office
WHO
Avenue Appia 20
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Tel: +41.22.791.2714
E-mail: nabarrod@who.int

Mr. Gregory Hartl
Press Officer
WHO
Avenue Appia 20
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Tel: +44.21.791.4458
E-mail: hartlg@who.int

FAO/WHO SECRETARIAT
Pan-European Conference
E-mail: pan-european@fao.org

FAO

Mr. Jean-Louis Jouve
Chief
Food Quality and Standards Service
Food and Nutrition Division
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.5858
Fax: + 39.06. 5705.4593
E-mail: Jean-Louis.Jouve@fao.org

Mr Niek Schelling
Food Quality and Safety Officer
Food Quality and Standards Service
Food and Nutrition Division
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.5012
Fax: +39.06.5705.4593
E-mail: Niek.Schelling@fao.org

Dr Jeronimas Maskeliunas
Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Nutrition Division
FAO
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.3967
Fax: +39.06.5705.4593
E-mail: Jeronimas.Maskeliunas@fao.org

Ms Tanja Wildemann
Associate Professional Officer
Food Safety, Quality and Information Management
FAO
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.3704
Fax: +39.06.5705.4593
E-mail: tanja.wildemann@fao.org

Ms Diane McCrea
Consultant to Secretariat
Food Quality and Standards Service
Food and Nutrition Division
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italy
Tel: +39.06.5705.5012
Fax: +39.06.5705.4593

WHO

Mr Jørgen Schlundt
Coordinator
Food Safety
WHO
Avenue Appia 20
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Tel: +41.21.791.3445
Fax: +41.21.791.4807
E-mail: schlundtj@who.int

Mr. Peter Karim Ben Embarek
Food Safety
WHO
Avenue Appia 20
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Tel: +41.22.791.4204
Fax: +41.22.791.4807
E-mail: Benembarekp@who.int

Ms Cristina Tirado
WHO
European Centre for Environment and Health
Rome Division
Via Francesco Crispi, 10
00187 Rome
Tel: +39.06.487.7525
Fax: +39.06.487.7599
E-mail: cti@who.it